

Déroute des « socialistes » d'austérité, poussée menaçante du FN

Ecrasons les fascistes !

23 avril - Après onze années de règne, l'agonie du régime Mitterrand vient brusquement de s'accélérer. Dimanche 22 mars, les régionales ont été pour la social-démocratie au pouvoir une véritable déroute électorale. Le PS qui, il y a quelques mois encore, caressait l'espoir de devenir un grand « parti de toute la gauche et des forces de progrès », entre Parti travailliste britannique, SPD allemand et Parti démocrate américain, est brutalement passé de 30% à moins de 20% des voix. Dans les trois régions les plus peuplées - autour de Marseille, Lyon et Paris -

les fascistes du Front national sont aujourd'hui le deuxième parti, après le cartel électoral de la droite parlementaire. Alors que le PCF n'obtient plus que 8% des voix au niveau national, le FN en recueille 14%, et plus de 20% dans la plupart des grandes agglomérations. Le soir des élections, Le Pen déclarait à la télévision que son parti était désormais suffisamment fort pour obliger dans un proche avenir une partie de la droite parlementaire à s'allier avec lui et forcer ainsi les portes du pouvoir - une perspective déjà en œuvre dans plusieurs conseils régionaux

où de telles coalitions existent effectivement maintenant.

Dix ans de campagnes anti-immigrées, de terreur et de ségrégation racistes sous les gouvernements Mitterrand (avec ou sans ministres « communistes »), de régression sociale et de ravages de la crise capitaliste, dix ans aussi de campagnes antisoviétiques et anticomunistes et maintenant l'effondrement ignominieux du régime Mitterrand ont permis le développement en France du mouvement fasciste le plus puissant du monde capitaliste développé. Face à un régime discrédité et à un

parlementarisme rongé par la corruption et les scandales, le FN prospère sur le fumier du racisme qui gangrène en profondeur la société française; il exploite le désespoir des couches les plus vulnérables de la petite-bourgeoisie face à la crise capitaliste et son angoisse face au « grand marché unique » de 1993 - qui signifiera la ruine ou l'appauvrissement brutal d'une masse de petits patrons et de secteurs retardataires ou parasites de la petite-bourgeoisie, et qui sera le prétexte de nouvelles attaques antiouvrières, y compris dans les

Suite page 2

Restaurer le capitalisme sans capital ?

Europe de l'Est: nationalisme et contre-révolution

La contre-révolution capitaliste plonge aujourd'hui les travailleurs d'Europe de l'Est dans une misère indicible, tandis qu'en Union soviétique l'offensive contre-révolutionnaire provoque un effondrement complet de l'économie. De la Pologne à la Yougoslavie, les « traitements de choc » économiques dictés par les banquiers occidentaux ont produit chômage massif et hyperinflation. Les grandes usines ferment leurs portes tandis que les soupes populaires font leur apparition.

Première partie

Des sans-abri et des bandes de délinquants hantent maintenant les rues de Varsovie, de Prague et de Budapest. La production des pays d'Europe de l'Est a chuté de 25% au cours des trois dernières années, un recul comparable à celui qu'ont connu les Etats-Unis pendant la grande récession des années 1930. D'après une étude d'un « optimisme » délirant rédigée par la Banque mondiale (dont le siège est à Washington), il faudrait attendre 1996 pour que le revenu par habitant rattrape le niveau de 1989, l'année où Mikhaïl Gorbatchev a abandonné l'Europe de l'Est aux ravages de Wall Street et des banques de Francfort.

Malgré tous leurs efforts désespérés pour restaurer le capitalisme après

Le carnage fratricide qui ensanglante la Yougoslavie n'est qu'un funeste présage de ce que promet l'avenir.



l'effondrement des bureaucraties stalinien-nes, les régimes contre-révolutionnaires d'Europe de l'Est n'ont pas encore réussi à reconstituer une nouvelle classe capitaliste. Les petits entrepreneurs - chauffeurs de taxi, boutiquiers, réparateurs -, qui courent après l'argent vite gagné à Varsovie et à Budapest, sont loin d'avoir l'argent nécessaire pour acheter les aciéries, les usines textiles et les mines de charbon nationalisées qui sont aujourd'hui à vendre.

Le professeur Jeffrey Sachs, de l'université américaine de Harvard, le cerveau du « traitement de choc » économique en Pologne, déclarait devant le congrès annuel de l'Association économique américaine que « la privatisation en Europe de l'Est a été un fiasco » (New York Times, 6 janvier).

Et s'ils applaudissent à la restauration de la propriété privée en Europe de l'Est, les hommes d'affaires occidentaux ne

mettent pas pour autant la main au portefeuille. A part quelques opérations spectaculaires, comme la reprise par Volkswagen des usines tchèques Skoda (pour le dixième de leur valeur réelle) et le rachat par General Electric du fabricant d'ampoules électriques hongrois Tungsram, les investissements occidentaux brillent par leur absence. En Pologne, le gouvernement de Solidarność, pionnier de la campagne de privatisations il y a deux ans, a réussi à vendre 20 des 7 500 entreprises d'Etat. Le chroniqueur économique de l'Economist de Londres fait la remarque acerbe qu'au rythme actuel, il faudrait 30 ans pour que la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie aient privatisé la moitié de leur industrie nationalisée !

Sans la base sociale d'une véritable bourgeoisie, comme il en existait une en Allemagne de l'Ouest pour l'annexion de la RDA, un nationalisme agressif constitue à la fois la force motrice de la restauration capitaliste en Europe de l'Est et en Union soviétique, et aussi un produit de cette campagne contre-révolutionnaire. De la Pologne de Walesa à la Serbie de Milosevic, la démagogie nationaliste - habituellement liée à une réaction religieuse agressive - est utilisée pour détourner la colère ouvrière face à la montée de la misère contre les peuples voisins et les communautés minoritaires, pour briser l'ancienne structure militaire (comme en Yougoslavie), pour purger les « rouges » des postes gouvernementaux et de l'administration économique, et pour forger un nouvel appareil d'Etat d'une loyauté sans ambiguïtés à un ordre bourgeois.

De la Baltique à l'Adriatique, l'Europe

Suite page 10

M2651 - 118 - 5.00 F



Journées d'études de la Ligue trotskyste

Samedi 20 juin - 16 h à 20 h

Le mouvement ouvrier français et la lutte de libération nationale en Algérie

Dimanche 21 juin - 14 h à 18 h

La lutte de la TSI-LCI pour la renaissance de la Quatrième Internationale

LSC - 69 ter, rue de la Chapelle - 75018 Paris - Métro Porte de la Chapelle

Pour de plus amples renseignements, téléphoner à : PARIS 42 08 01 49 - ROUEN 35 73 74 47

Fascistes...

Suite de la page 1

secteurs jusqu'ici « protégés » et réservés aux seuls Français. Les dernières élections confirment aussi la montée significative de l'influence des fascistes parmi l'électorat ouvrier, notamment dans les ex-bastions communistes de la banlieue parisienne comme la Seine-Saint-Denis.

Le FN ne doit pas parader le 1^{er} mai !

Mais les fascistes ont aussi de nombreux adversaires déterminés à les combattre. En témoigne par exemple le fait qu'à chaque étape de la tournée électorale de Le Pen, des milliers de manifestants se sont mobilisés pour tenter de l'empêcher de lancer ses appels à la haine raciste et antisémite. A Limoges, dans la semaine précédant les élections, plusieurs centaines de manifestants ont ainsi empêché l'atterrissage de l'avion d'un des sbires du « président Le Pen », qui avait lui-même subi la même mésaventure trois semaines plus tôt en Corse. Cependant, les organisateurs libéraux, sociaux-démocrates et stalinien de ces actions ont systématiquement refusé de mobiliser la puissance de la classe ouvrière organisée, avec son importante composante d'origine maghrébine et africaine concentrée dans des secteurs stratégiques de l'industrie, pour balayer cette racaille des rues. Au lieu de cela, ils cherchent à faire pression sur Mitterrand pour qu'il interdise les meetings du FN - ce que le gouvernement a fait à quelques reprises, en même temps qu'il lançait ses flics pour protéger les fascistes contre les manifestants antifascistes les plus combattifs !

Les charlatans pseudo-trotskyistes de la LCR et des JCR, avec les autres agents de la social-démocratie, travaillent de toutes leurs forces à dévoyer la légitime volonté de lutte antifasciste de larges couches de la classe ouvrière et de la jeunesse. Ils ne cherchent qu'à protéger le régime en décomposition de Mitterrand et à jeter les bases d'une nouvelle coalition de collaboration de classes, qui subordonnerait ouvriers et opprimés aux politiciens bourgeois « antifascistes ». Cette subordination de collaboration de classes, les organisateurs de la manifestation « anti-Le Pen » du 9 mars à Lyon l'ont exhibée en faisant stopper le cortège plusieurs dizaines de minutes pour attendre le maire gaulliste « progressiste » Michel Noir !

Contre les dangereuses illusions réformistes dans la « neutralité » de l'Etat bourgeois et de son gouvernement et dans l'« unité » traître et impuissante derrière la social-démocratie et les « antifascistes » à la Noir, nous, trotskystes, avons participé aux mobilisations et manifestations antifascistes, comme le 6 mars à Rouen, en appelant toutes les victimes désignées des fascistes à se rassembler pour des actions de front unique contre l'ennemi commun, autour de la puissance de la classe ouvrière organisée, pour des

mobilisations ouvrières/« immigrées » pour écraser les fascistes.

Une échéance particulièrement urgente est le Premier Mai, où les nerfs du FN se préparent une nouvelle fois à défiler à Paris. Notre camarade Gilles Cazin, ouvrier à l'usine Renault-Cléon (près de Rouen), est intervenu le 15 février dans la réunion syndicale CGT de l'usine pour souligner l'urgence d'une riposte ouvrière à cette provocation : « Le Premier Mai est une conquête ouvrière. Le Pen, depuis plusieurs années, provoque la classe ouvrière en défilant ce jour. Quelques dizaines de milliers d'ouvriers encadrés par leurs syndicats suffiraient à balayer cette racaille des rues. Seule la classe ouvrière a la puissance de stopper les fascistes. »

Dockers, FEN : ils veulent finir le « sale boulot » anticommuniste

Les héritiers d'Irving Brown et de Defferre veulent finir le « sale boulot » anticommuniste. Deux jours après la débâcle électorale du 23 mars, Mitterrand a sacrifié son Premier ministre Edith Cresson et nommé à la place de cette pâle imitation social-démocrate de Margaret Thatcher le ministre de l'Economie et des Finances Pierre Bérégovoy, le « socialiste » le plus populaire... dans les cercles dirigeants du capital financier, qui plébiscitent bruyamment sa brutale politique de « rigueur » monétariste et d'« austérité » antiouvrière. Si la continuité est ainsi assurée en matière de politique économique et sociale, elle l'est aussi pour ce qui est du racisme. On se souvient qu'à peine nommée au poste de Premier ministre, Edith Cresson s'était répandue en incontinences verbales anti-japonaises et anti-homosexuelles, en même temps qu'elle proclamait fièrement son intention de redoubler les expulsions racistes d'« immigrés clandestins » par charters entiers. Bérégovoy, pour ne pas être en reste, s'est empressé d'aller proférer à la tribune de l'Assemblée nationale une diatribe raciste, contre la « polygamie » des immigrés, digne des tristement célèbres « odeurs » de Chirac.

La mission de ce qui pourrait bien être le dernier gouvernement Mitterrand est avant tout d'essayer de durer jusqu'à l'inéluctable défaite des élections législatives de 1993. Mais l'extrême faiblesse du régime « de gauche » le rend désormais inapte à satisfaire les exigences anti-ouvrières du patronat, qui réclame notamment à cor et à cri la privatisation des plans de retraite et le démantèlement complet et rapide du système de sécurité sociale pour pouvoir faire face à l'instauration, prévue en janvier 1993, de la zone de libre échange ouest-européenne du « grand marché unique ».

Cependant, en matière de destruction des acquis sociaux ouvriers, le seul engagement qu'ait pris jusqu'ici le gouvernement Bérégovoy est de mener jusqu'au bout, le plus rapidement possible, la campagne engagée par le précédent gouvernement Mitterrand pour détruire le syndicat CGT des dockers, le seul secteur (avec la presse quotidienne parisienne)

où subsiste en France cet important acquis ouvrier qu'est le contrôle syndical sur l'embauche. En consacrant ainsi ce qui lui reste d'énergie à cette nouvelle provocation antiouvrière, le régime Mitterrand aux abois, qui sait que ses maîtres capitalistes ne lui pardonneront plus la moindre « faiblesse », a pris un énorme risque. Il ne reculera désormais que devant des actions ouvrières combattives et puissantes qui paralyseront totalement tous les ports et les autres filières de transport, prenant ainsi à la gorge les patrons et leur gouvernement.

De telles actions pourraient bien en outre donner le coup de grâce à ce régime agonisant, comme la grève de la SNCF de l'hiver 1986-87 avait en son temps brisé les reins au gouvernement de la droite revancharde. Mais c'est précisément pour cette raison que les directions réformistes du PCF et de la CGT, liées à Mitterrand par leur politique de collaboration de classes, ont enfermé depuis six mois la lutte des dockers dans une désastreuse « stratégie » de grèves de 24 ou de 48 heures hebdomadaires, sans faire la moindre tentative d'étendre le mouvement aux autres ouvriers des ports. C'est seulement aujourd'hui, après 26 semaines de ce dévoiement suicidaire de la combativité des dockers, qu'un mot d'ordre de grève totale - massivement suivi - a été lancé, mais seulement pour quatre jours et avec comme mot d'ordre une « négociation nationale ». Nous disons : Défendons nos frères de classe dockers ! Une attaque contre un est une attaque contre tous ! Pour une grève générale des ports, étendue à tous les transports ! La classe ouvrière doit faire rendre gorge à Mitterrand !

Dès la constitution de l'Union de la gauche au lendemain de Mai 1968, un des objectifs prioritaires que s'était assigné Mitterrand était d'en finir avec l'influence dominante qu'exerçait le PCF dans le mouvement ouvrier depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. En s'attaquant aujourd'hui à la CGT des dockers, bastion du PCF qui avait résisté à la scission de FO fomentée par la social-démocratie avec l'aide de la CIA, Mitterrand veut montrer à ses maîtres bourgeois qu'il aura finalement réussi là où à la fin des années 1940 le « socialiste » Defferre, les dollars du casseur de syndicats de la CIA Irving Brown et les gros bras du milieu avaient échoué.

C'est cette même volonté de terminer le « sale boulot » anticommuniste avant la fin prochaine du régime Mitterrand qui pousse maintenant les bureaucrates sociaux-démocrates qui dirigent la FEN à scissionner leur propre syndicat pour en purger les communistes, comme leurs congénères d'alors avaient essayé de le faire dans la CGT il y a plus de quarante ans. Face à cet acharnement anticommuniste frénétique, exacerbé par l'effondrement du stalinisme à l'Est, la minorité « communiste » fortement social-démocratisée de la bureaucratie de la FEN se retrouve aujourd'hui complètement paralysée, incapable de réagir autrement

qu'en poussant de pitoyables bélements sur les violations de la « démocratie ». Comme si, pour les argousins sociaux-démocrates de la bourgeoisie, purger tout ce qui ressemble de près ou de loin à des communistes, les exclure, les persécuter de toutes les manières possibles, n'était pas la précisément la chose la plus louable et la plus « démocratique » qu'on puisse imaginer, de Moscou à Paris en passant par Varsovie et Le Havre ! Quant à nous, trotskystes, c'est précisément parce qu'à Moscou ou à Leningrad nous sommes en première ligne du combat pour défendre l'Etat ouvrier soviétique menacé que nous défendons et continuerons à défendre pied à pied, dans les pays capitalistes, les acquis et les organisations du prolétariat contre l'ennemi de classe et ses satrapes « socialistes ». Dans les ports et à la FEN, il faut mettre en échec les entreprises criminelles des croisés frénétiques de l'anticommunisme, héritiers d'Irving Brown et de Gaston Defferre !

Le 14 avril, dans une réunion des syndiqués du SNES de la région parisienne, en présence de la secrétaire générale du syndicat Monique Vuillat, une de nos camarades est intervenue pour souligner l'urgence d'une riposte déterminée à cette campagne pour « finir le sale boulot que les sociaux-démocrates ont commencé au début de la première guerre froide, avec les dollars de la CIA et qui a abouti à la scission de FO en 47 » : « Je suis syndiquée au SNES depuis 20 ans et militante de la Ligue trotskyste. Je pense que la défense de nos conditions de travail et de nos emplois nécessite un syndicat puissant regroupant toute une profession avec droit de tendances. Il faut se battre pour empêcher le brisage de notre syndicat. Mais pour cela il faut une direction lutte de classe qui rompe avec toute politique de collaboration de classes, qui sache lier nos luttes à celles de la classe ouvrière, une direction qui se batte pour un vrai gouvernement ouvrier. »

La lutte pour écraser les fascistes pose la question du pouvoir

Saigné à blanc par la destruction de ses bastions industriels (que symbolise la récente fermeture, définitive, de l'usine de Renault-Billancourt), discrédité par son soutien au régime banqueroutier de Mitterrand, miné par les luttes incessantes opposant l'équipe dirigeante « euro-stalinienne » derrière Georges Marchais et les fractions droitières qui réclament une social-démocratisation encore plus rapide du parti, le PCF tente aujourd'hui désespérément de survivre comme une secte « communiste » social-chauvine - sans « patrie du socialisme » à défendre depuis que le PCF a décrété que l'Etat ouvrier soviétique avait péri avec l'échec du coup d'Etat des « durs » et le succès du contre-coup d'Eltsine.

Après avoir soutenu ce même Eltsine

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William

Cazenave (rédacteur en chef);

François Donau (réalisation);

Charles Giguère, Suzanne Girard,

Henri Riemann, Jean Thimbault.

REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance.

DIFFUSION: Jean-Luc Etchart.

DIRECTEUR DE PUBLICATION:

William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévique, BP 135-10

75463 Paris Cedex 10

Imprimerie: Routage de Paris

5, chemin des Fruitiers

93200 La Plaine-St-Denis

Commission paritaire: n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres

ou articles signés ne reflètent

pas nécessairement le point de vue de

la rédaction.

**Le 30 avril, appel à des manifestations dans douze villes à travers le monde
Manifestation à Paris devant le consulat de Russie,
8 rue de Prony (M° Monceau), à 9 heures**

Meurtre de Martha Phillips à Moscou Nous exigeons une enquête sérieuse !

Martha Phillips, trotskyste américaine d'origine juive qui vivait, travaillait et militait à Moscou, a été retrouvée étranglée et poignardée le 9 février au matin, quelques heures avant une importante manifestation contre Eltsine. Dix semaines plus tard, les autorités de Moscou n'ont toujours pas fait état du moindre progrès dans l'enquête pour retrouver le coupable de ce crime odieux. La mort de Martha Phillips et l'enquête elle-même restent entourées de mystère. Alors même que le meurtre d'un ressortissant américain à Moscou constitue normalement un événement largement couvert par la presse soviétique et internationale, dans cette affaire on est en présence d'un véritable black-out. Pourquoi ?

« C'est un crime odieux qui a été commis là-bas. Nous exigeons que quelque chose soit fait », a déclaré Alison Spencer, porte-parole de nos camarades américains de la Spartacist League et du Partisan Defense Committee, en appelant au nom de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) – dont la Ligue trotskyste est la section française – à une campagne de manifestations de protestation. Depuis des semaines, mais avec une impatience et une inquiétude croissantes, les camarades, les amis et les proches de Martha Phillips coopèrent loyalement à l'enquête de la milice (la police de Moscou). Nos dé marches pressantes se sont heurtées à des manœuvres dilatoires, à des écrans de fumée et à l'incompétence. Nous exigeons une enquête sérieuse ! En France, la Ligue trotskyste et le Comité de défense sociale appellent à une manifestation devant le consulat de Russie, 8 rue de Prony, à Paris 17° (métro Monceau), le jeudi 30 avril à 9 heures.

Ce jour-là, veille du Premier Mai, la fête internationale du Travail, des manifestations auront lieu à travers le monde devant les ambassades et les consulats du gouvernement russe de Boris Eltsine. Elles seront aussi dirigées contre la campagne menée par Eltsine, avec le soutien de Bush et Mitterrand, pour imposer la misère et la famine capitalistes aux peuples soviétiques.

Alison Spencer, au nom de la LCI, a déclaré en outre : « Le responsable de ce crime a porté un coup terrible à tous ceux qui cherchent à résister à la contre-révolution capitaliste en Union sovié-

que, et à la vaincre. C'est pourquoi nos manifestations de protestation se tiennent autour du Premier Mai. Jadis, quand un trotskyste mourait dans des circonstances suspectes, en quelque endroit lointain où la main de Staline pouvait frapper, la question de "qui était responsable" n'était pas réellement posée. Il n'en est plus ainsi. Aujourd'hui, l'Union soviétique est une société qui se décompose rapidement. Nous ne savons pas qui a tué Martha Phillips, mais on ne peut exclure que le meurtre de notre camarade ait été un acte politique. »

Martha Phillips était en Union soviétique le porte-parole le plus connu de la LCI. Notre organisation est connue là-bas et ailleurs pour son opposition déterminée aux menées contre-révolutionnaires d'Eltsine. Cadre dirigeante de la Spartacist League/US depuis vingt ans, passionnément engagée dans le combat contre le racisme et l'oppression des femmes, Martha était un ennemi puissant et déclaré des manifestations d'antisémitisme et de chauvinisme grand-russe qui se multiplient à la faveur du climat réactionnaire.

Martha Phillips a été mortellement frappée quelques heures seulement avant une manifestation anti-Eltsine qui s'annonçait comme importante, et dans laquelle la LCI avait prévu de vendre de grandes quantités de son journal révolutionnaire en russe. Son assassinat a été commis quelques jours après que la Spartacist League et la Ligue trotskyste eurent organisé des manifestations de protestation, respectivement à New York et à Paris, pour « accueillir » Eltsine, venu rencontrer ses maîtres impé-

rialistes.

« Dès l'instant où Martha a été retrouvée morte, de nombreuses questions ont été posées sur les circonstances et la cause de sa mort », déclara Alison Spencer. Une mise en scène avait été montée pour tenter de faire croire à ceux – nos camarades – qui découvriraient le corps de Martha Phillips dans l'appartement où elle vivait qu'elle était morte dans son sommeil. La milice et les autorités médicales de Moscou furent immédiatement alertées. Malgré une blessure apparente à la poitrine qui leur fut signalée, ces professionnels déclarèrent d'abord et de façon mensongère qu'elle était décédée de mort naturelle. Soupçonneux quant à cette mort soudaine, ses camarades exigèrent une autopsie. Quand celle-ci fut finalement pratiquée deux jours après, les autorités confirmèrent qu'elle avait bien été assassinée. C'est alors seulement que la milice ouvrit une enquête sur la cause de cette mort violente.

Il fallut huit semaines supplémentaires, et de nombreuses autres interventions, avant que les autorités publient ne fût-ce que le plus succinct des rapports sur l'autopsie. Les investigations médico-légales et les interrogatoires de suspects ont été conduits d'une manière dilatoire et non professionnelle, pour autant qu'ils l'aient été. Le consulat américain a fait preuve de passivité et n'a pas cherché à aider l'enquête sur le meurtre d'une citoyenne américaine. Un avocat de Toronto, Yossi Schwartz, qui s'est rendu à Moscou pour faire avancer l'enquête, représentant les intérêts de la victime et de sa famille, déclara : « Je

me suis constamment heurté à des tactiques dilatoires, avec des gens qui se renvoyaient mutuellement la balle. Par exemple, le procureur m'a dit que la milice était responsable du retard de deux jours dans le démarrage de l'enquête. Mais le rapport d'autopsie déclare que le bureau du procureur savait dès le début qu'il s'agissait d'une mort violente. Donc, qui ment ? »

Le porte-parole de la LCI a déclaré à ce propos : « Toutes les autorités ont été tellement vagues, ont tellement fait obstruction et, à certains moments, ont même cherché délibérément à égarer l'enquête, que nous devons nous demander s'il y a là l'action de forces plus puissantes qui ne veulent pas que ce meurtre soit élucidé. »

Beaucoup de gens, depuis les débris nationalistes de la bureaucratie stalinienne en décomposition jusqu'aux « syndicats libres » pro-Eltsine financés et conseillés par l'officine de la CIA qu'est le National Endowment for Democracy, et d'autres encore, avaient des raisons de vouloir réduire la LCI au silence. Trois semaines seulement avant son assassinat, Martha Phillips avait été violemment agressée par un fasciste de Pamiat et d'autres nationalistes russes lors d'une manifestation près du Kremlin.

Des manifestations auront lieu à New York, Washington, San Francisco, Ottawa, Tokyo, Milan, Paris, Berlin, Hambourg, Rome, Sydney et Londres. Il y aura également des conférences de presse à Moscou et au musée Trotsky de Mexico où Esteban Volkov, le petit-fils de Trotsky, prendra la parole. La camarade Spencer a conclu son intervention par ces mots : « Martha Phillips est morte à son poste, alors qu'elle combattait pour forger un nouveau parti léniniste-trotskyiste dans le pays de la révolution d'Octobre 1917. La tâche est clairement posée : soit le prolétariat multinational d'Union soviétique reconquiert le pouvoir politique usurpé par la bureaucratie stalinienne, soit ce sera la consolidation sanglante de la contre-révolution sociale. Déjà, les efforts de restauration capitaliste amènent la désintégration nationale, une misère et une famine massives. En exigeant une enquête approfondie sur le meurtre de notre camarade, nous poursuivons le combat révolutionnaire au service duquel elle est morte. »

Parmi les mots d'ordre des manifestations, figureront :

Assez de manœuvres dilatoires !

Pour une enquête approfondie sur le meurtre de Martha Phillips !

Les Freikorps ont assassiné Rosa Luxemburg !

Les staliniens ont assassiné Trotsky ! Qui a tué Martha Phillips ?

Honneur à Martha Phillips, qui combattait la contre-révolution capitaliste et l'antisémitisme de Pamiat !

Le Département d'Etat américain : indifférence et hostilité ! La milice de Moscou : incompétence, manœuvres dilatoires et on se renvoie la balle !

Retour à la voie de Lénine et Trotsky !

Repoussez la contre-révolution d'Eltsine-Bush !

Le « libre marché » signifie la misère capitaliste pour les peuples soviétiques !

Pour la révolution politique prolétarienne pour balayer le régime affameur d'Eltsine !

au nom de la « démocratie » contre les « putschistes » de Moscou, la direction Marchais a proclamé à qui voulait l'entendre qu'elle n'avait plus rien à voir ni à faire avec l'ex-URSS. Quelques mois plus tard, elle avait réaffirmé de façon spectaculaire sa loyauté de longue date envers la bourgeoisie française en cassant la grève de Renault-Cléon, tout en poursuivant une campagne de propagande chauvine qui combinait appels ouvertement racistes à davantage de flics pour combattre l'« insécurité » (mot de code du racisme anti-Maghrébins et anti-Noirs) et dénonciations nationalistes de l'« intégration européenne » au nom de la « défense de la souveraineté de la France ». Nous disons au contraire que pour com-

battre le poison mortel du racisme qui, de plus en plus, la divise et la paralyse, il faut que la classe ouvrière multiethnique de ce pays mène un combat implacable contre la ségrégation raciste sous toutes ses formes, pour la défense des victimes de la terreur raciste des flics et des fascistes. Pleins droits de citoyenneté pour les « immigrés » ! Flics, hors des cités-ghettos ! Groupes de défense ouvriers-« immigrés » pour écraser les fascistes !

La propagande révoltante du PCF à l'attention des électeurs racistes du FN trouve un écho d'« extrême gauche » dans la prose électorale de la secte hexagonale qu'est LO qui, non contente d'éviter soigneusement d'utiliser le mot « racisme », parle elle aussi de la nécessité

d'assurer la « sécurité » et explique que faire confiance à Le Pen pour « nous sortir de là » serait une dangereuse illusion ! Ce genre d'ignoble propagande entre dangereusement en résonance avec la propagande nationaliste et raciste, infiniment plus cohérente, du FN.

Le principal atout dont disposent les fascistes pour attirer derrière eux la poussière humaine de la petite-bourgeoisie désespérée, c'est qu'ils se battent pour le pouvoir. Et vu la décomposition accélérée du régime et la totale passivité des directions réformistes du prolétariat, Le Pen et ses nervis comptent bien que le pouvoir tombera demain dans leur gueule comme un fruit mûr – même si, pour le moment encore, la bourgeoisie préfère

garder ses nervis fascistes en réserve et utiliser ses fondés de pouvoir de la droite parlementaire et de la social-démocratie.

Pour lutter à armes égales contre cet ennemi implacable et déterminé, le prolétariat de ce pays doit se débarrasser des perfides entraves des alliances de collaboration de classes et se donner une perspective pour la prise du pouvoir et une direction révolutionnaire qui pourra conduire ce combat jusqu'à la victoire. Comme le disait le porte-parole de la Ligue trotskyste à la manifestation antifasciste du 6 mars : « Il faut forger un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique ! Il faut un gouvernement ouvrier pour exproprier la bourgeoisie et écraser les fascistes pour de bon ! Rejoignez la Ligue trotskyste ! » ■

Impérialistes, bas les pattes devant la Libye!

25 avril - En imposant un embargo aérien et militaire contre la Libye, les impérialistes, et au premier chef les USA, viennent de montrer encore une fois leur arrogance meurtrière. Nul ne peut oublier qu'un précédent embargo - le blocus contre l'Irak - avait précédé le massacre de centaines de milliers d'Irakiens sur l'autel du « nouvel ordre mondial ». *Bas les pattes devant la Libye!*

Les impérialistes s'intoxiquent et pensent qu'ils ont définitivement gagné la guerre froide et qu'ils peuvent donc maintenant mater les uns après les autres ces Etats capitalistes dominés du « tiers monde » qui, comme l'Irak ou la Libye, ont bénéficié de la puissance soviétique pour se ménager une marge de manœuvre face aux Etats impérialistes, dominants. Mais le « nouvel ordre mondial » impérialiste vise avant tout les Etats ouvriers déformés qui subsistent, et au premier chef Cuba et le Vietnam. *Défense de Cuba et du Vietnam!*

Encore une fois, les impérialistes choisissent, pour mettre à genoux la Libye, le prétexte du « terrorisme international ». Ils veulent forcer Kadhafi à livrer deux de ses ressortissants « soupçonnés » d'être les instigateurs des attentats contre le vol 103 de la Pan Am, qui fit 270 morts en s'écrasant sur Lockerbie, une petite ville écossaise, le 21 décembre 1988, et contre l'avion d'UTA qui explosa en plein vol au-dessus du désert du Ténéré, au Niger, et qui coûta la vie à 171 personnes, le 19 septembre 1989.

On ne sait pas, et peut-être ne sau-

rons-nous jamais, qui perpétra ces attentats terroristes indiscriminés, criminels. Mais les impérialismes américain, français et britannique ont choisi leur coupable et désigné leur cible : Kadhafi. Pour-



Le Bolchévik

Cortège de la LTF lors de la manifestation du 23 avril 1986 contre l'agression américaine frappant la Libye.

tant, au début des enquêtes sur ces attentats, les mêmes pays impérialistes « soupçonnaient » la Syrie et/ou l'Iran. Mais c'était avant la guerre du Golfe, où la Syrie a rejoint la coalition impérialiste

et où l'Iran est resté neutre. Quelques jours avant que Mitterrand, en novembre 1991, décide de suivre Washington sur la piste libyenne à propos de l'attentat contre le DC-10 d'UTA, Dumas, ministre des Affaires étrangères, répétait encore en privé, selon *Libération* des 16-17 novembre 1991, que « toute cette affaire n'était pas claire [...]. Aucun dossier digne de ce nom montrant effectivement une responsabilité libyenne ne lui avait été présenté jusqu'ici ». De la même façon, à propos du vol Pan Am 103, le *Time International* du 27 avril n'écarte pas la possibilité que la bombe ait été déposée « avec l'aide de Monzer al-Kassar, un trafiquant de drogue syrien qui coopérait avec l'administration antidrogue US dans une opération sur une filière de drogue » et que « les cibles réelles auraient été des agents de renseignement travaillant avec la CIA »...

Déjà, en 1986, l'aviation américaine bombardait Tripoli et cherchait à tuer Kadhafi, le dirigeant nationaliste bourgeois alors client militaire de l'URSS. Bilan du raid : plus d'une centaine de morts parmi la population civile. Encore une fois, le prétexte de ce raid terroriste était... le « terrorisme international ». Ainsi que nous l'écrivions dans le *Bolchévik* de mai 1986, « comme l'a révélé le 30 mars le Sunday Times de Londres, les Reaganiens voulaient s'en prendre à quelqu'un pour restaurer à bon compte le prestige impérialiste américain et adresser un message à l'Union soviétique : "Lors d'une réunion à la Maison Blanche du groupe de planification de la sécurité

nationale, en juillet [1985], il y eut un accord général qu'il fallait choisir une cible [...]. La Libye était l'option douce, Kadhafi ne pouvant compter que sur des mots pour soutenir son leadership. Le monde arabe et le bloc soviétique ne le soutiendraient pas par la force [...] ». A l'époque, nous avions envoyé à Tripoli une délégation internationale pour montrer, par notre présence physique, notre engagement internationaliste prolétarien à défendre militairement la Libye contre l'attaque barbare des impérialistes.

En France, alors que le PCF, pour éviter de défendre la Libye face aux impérialistes, appelle (sans grande conviction) au « dialogue », la rose-verté LCR exige, en guise d'internationalisme, « la non-implication de l'escadre française de la Méditerranée dans les initiatives de l'OTAN dans cette zone » (*Rouge* n° 1491, 16 avril). Une position de défense des intérêts, « bien compris », de l'impérialisme français dans le « monde arabe ». C'est cette position qu'avait déjà la LCR lors de la guerre du Golfe où - bien loin d'appeler comme nous à la défaite des impérialistes - elle faisait des blocs de collaboration de classes avec ces soi-disant pacifistes sociaux-démocrates et bourgeois qui s'opposaient à l'intervention armée de la France par crainte que « l'implication » française, derrière les USA, compromette les intérêts de leur impérialisme dans la région.

Levée immédiate de l'embargo contre la Libye! Défense de la Libye contre les menaces de guerre impérialistes! ■

chaque côté de la barricade? Si Trotsky et la Quatrième Internationale ont effectivement envisagé la possibilité de bloc militaire avec la fraction de la bureaucratie combattant les forces probourgeoises, ils ont toujours énergiquement exclu tout « front unique » avec de telles forces contre la bureaucratie! Avec ses « fronts uniques » avec la bourgeoisie, LO ruine toutes ses prétentions « défensistes » et montre sa véritable nature réformiste, antisoviétique.

La politique de Trotsky était basée sur la compréhension que la bureaucratie n'était pas égale à la bourgeoisie mais qu'elle avait une nature *contradictoire*, qu'elle était une excroissance parasitaire reposant sur les formes de propriété prolétariennes issues de la révolution d'Octobre, une caste petite-bourgeoise hétérogène et instable louvoyant entre impérialisme et prolétariat. Au contraire, la direction de LO, pendant toutes ces années de guerre froide, a même développé une conception « capitaliste d'Etat » qui taisait uniquement son nom. Non seulement elle passait ostensiblement sous silence la base sociale (prolétarienne) de l'URSS et la caractérisation qu'en fait Trotsky d'Etat ouvrier dégénéré, mais elle osait mettre l'URSS systématiquement sur le même plan que les puissances impérialistes. Elle a ainsi écrit scandaleusement, à propos de l'Afghanistan, que l'URSS s'y conduisait « comme n'importe quelle puissance impérialiste, comme l'avait fait la France en Algérie, la France puis les USA au Vietnam » (*LO* n° 835, 2 juin 1984)!

Aujourd'hui, pressée sur sa droite à l'intérieur comme à l'extérieur de son organisation, la majorité de LO est obligée d'affirmer que la bureaucratie n'est pas une bourgeoisie (même d'Etat), elle concède y compris qu'elle puisse être hétérogène. (Néanmoins, avec le manque de fermeté caractéristique des opportunistes, elle explique face à sa minorité, dans *Lutte de classe* de décembre dernier, « peut-être [avoir] eu tort » et qu'elle devra remettre en question l'analyse qu'elle a de l'URSS depuis 1940 comme Etat ouvrier dégénéré!) Dans le même temps,

comme tous les stalinophobes (pour qui la bureaucratie est contre-révolutionnaire de A à Z), elle parle, dans sa réponse aux « capitalistes d'Etat » du SWP britannique, des « aspirations de toujours de la bureaucratie à consolider et légitimer ses rapines par la réintroduction du capitalisme » (*Lutte de classe* n° 45, mars), gommant ainsi la double nature de la bureaucratie et lui prêtant - comme les « capitalistes d'Etat » déclarés - une nature fondamentalement bourgeoise, Eltsine représentant simplement « une politique un peu plus "bourgeoise" » (*Lutte de classe* n° 43, décembre 1991).

Trotsky, bien loin de décrire la bureaucratie comme une couche sociale d'aspirants-bourgeois (même à des degrés divers), insistait dans le *Programme de transition* qu'« au sein de la bureaucratie il y a toutes les nuances de la pensée politique : depuis le véritable bolchévisme (I. Reiss) jusqu'au fascisme achevé (Th. Boutenko) ». Il rejetait aussi l'idée que la bureaucratie puisse jouer un quelconque rôle indépendant : « La véritable guerre civile pourrait éclater non pas entre la bureaucratie stalinienne et le prolétariat qui la soutient, mais entre le prolétariat et les forces actives de la contre-révolution. D'un rôle indépendant de la bureaucratie, au cas d'un conflit des deux camps de masse, il ne peut être question. Ses flancs opposés se répartiraient sur les divers côtés de la barricade » (« La Quatrième Internationale et l'URSS. La nature de classe de l'Etat soviétique », *Oeuvres*, tome 2). Mais sans intervention du prolétariat et sous pression impérialiste, c'est la tendance restaurationniste de la bureaucratie qui a pu s'exprimer et se développer sous Gorbatchev. Les « putschistes » eux-mêmes s'étaient engagés à introduire une économie de marché, mais de façon progressive et contrôlée. Eltsine, par contre, avait déjà rompu avec cette bureaucratie pour devenir le porte-parole de la bourgeoisie naissante. Si en août les travailleurs avaient pris les rues de Moscou pour balayer les eltsiniens, la bureaucratie se serait bipolarisée, une partie d'entre elle rejoignant le camp du prolétariat, ainsi que le prévoyait Trotsky et comme ce fut

le cas dans la révolution politique hongroise de 1956.

Pour la même raison que la direction du PCF s'accroche désespérément à son étiquette « communiste », la direction de LO s'accroche avec le même désespoir à son étiquette « trotskyste ». S'engager dans la voie du « capitalisme d'Etat », c'est s'engager dans la voie de sa disparition. Mais le lecteur « moyen » de *Lutte Ouvrière* (qui ne lit pas *Lutte de classe*, à usage quasi interne) n'aura droit qu'à l'infâme et habituelle bouillie antisoviétique. Témoin l'éditorial de *LO* du 24 avril : « La guerre froide est sans doute finie, par décomposition d'une des deux grandes puissances rivales [...]. Guerre froide ou pas, le monde n'a pas fondamentalement changé. L'URSS n'est plus. Mais le capitalisme et l'impérialisme sont bien toujours là. » Rien n'a donc changé, surtout pas LO! Etroitement économiste et nationale, cette organisation n'a souvent fait que calquer les plus abjects

aspects de la politique du PCF, notamment sur la question raciste qui pourrit ce pays. N'a-t-on pas vu, lors des élections régionales, LO réclamer, à la suite du PCF (et chassant comme lui sur les terres de Le Pen), que soit assurée « la sécurité » - le mot de code pour anti-immigrés!

Arlette Laguiller, dans son éditorial de *LO* du 6 septembre 1991, s'accommode bien de l'effondrement du PC soviétique. Par contre, elle exhorte les militants du PC français à ne pas « laisser disparaître leur parti ». Quel avenir pour une organisation qui désespère autant de ses capacités à regrouper les communistes que des capacités révolutionnaires du prolétariat! Nous, trotskystes, disons que les communistes doivent sortir du PCF - et de LO! Rejoignez l'organisation qui lève en URSS la bannière du véritable communisme - celui de la Quatrième Internationale de Trotsky! Rejoignez la Ligue communiste internationale! ■

Libération immédiate des militants de l'OCR tunisienne!

Le 13 février, dix militants de l'Organisation communiste révolutionnaire (OCR), section tunisienne du Secrétariat unifié, ont été condamnés à des peines allant de 3 à 13 mois de prison ferme pour « appartenance à association non autorisée, diffusion illégale de tracts, réunions clandestines ». Plusieurs d'entre eux avaient été torturés par la police. Ces condamnations s'inscrivent dans une vague de

répression qui touche en particulier les organisations ouvrières et démocratiques. Le Comité de défense sociale a adressé au ministre de l'Intérieur tunisien le télégramme reproduit ci-dessous.

Nous invitons nos lecteurs à envoyer lettres et télégrammes de protestation contre ce jugement au ministre de l'Intérieur, avenue Habib Bourguiba, Tunis.

Télégramme du Comité de défense sociale

Le CDDSS s'élève contre la condamnation à des peines de prison prononcée le 13 février contre des militants de l'OCR. Nous exigeons leur libération immédiate.

Le CDDSS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

Les JCR, Boris Eltsine et Georges Habache

Qui a peur de la LTF?

Le 15 février dernier, alors que se terminait un meeting-débat organisé par la fraction des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) regroupée autour du journal l'Egalité, des membres du service d'ordre de cette organisation ont bousculé et menacé les militants de la LTF présents. Nous publions ci-dessous l'échange de lettres entre la LTF et la direction des JCR-l'Egalité qui a fait suite à cette violation de la démocratie ouvrière.

Les événements d'août à Moscou ont brutalement propulsé vers la droite ces centristes qui affichaient auparavant des prétentions à défendre l'URSS, et qui expliquent maintenant que « la fin des régimes totalitaires était la précondition à toute possibilité d'une nouvelle marche en avant des peuples » (l'Egalité n°7, 28 novembre 1991). Le tract distribué par nos camarades le 15 février expliquait justement que cette « précondition » « réduit à néant l'opposition » - en paroles - à la restauration capitaliste et [...] est bien commode pour couvrir un bloc avec des « antistaliniens » proimpérialistes, « démocratiques » (« Matti se saoule au champagne de la « démocratie » - Les JCR trinquent »).

Lettre de la LTF

A la direction des JCR - « l'Egalité »

Paris, le 18 février 1992

Camarades,

Alors que votre meeting parisien du 15 février prenait fin et que nos militants présents sortaient de la salle, des membres de votre service d'ordre les ont brutalement bousculés et menacés, de la parole et du geste, de recourir à la violence physique, tentant finalement de les empêcher de vendre notre journal à l'extérieur. Lorsque nos camarades, faisant respecter leur droit démocratique, ont pu quand même tenir leur vente dans la rue devant l'AGECA, celui qui semblait diriger votre service d'ordre est venu à nouveau les menacer et provoquer, retenu finalement par certains de vos militants et par la présence des participants au meeting qui sortaient alors de l'AGECA.

Nous dénonçons fermement cette scandaleuse tentative de nous censurer qui bafoue les droits élémentaires de la démocratie ouvrière. En droite ligne de votre alignement sur les forces de la contre-révolution capitaliste en URSS en août dernier, une telle tentative cherche à faire taire les communistes de la LCI qui aujourd'hui se battent en Union soviétique pour la révolution politique prolétarienne qui écrasera cette contre-révolution. Mais elle est aussi un terrible aveu d'impuissance politique à répondre aux arguments trotskystes.

Déjà lors du forum de l'après-midi, vous avez cherché à limiter notre droit à intervenir. Ce n'est que devant l'absence quasi-complète d'interventions que nos camarades ont pu prendre à nouveau la parole et tracer l'alternative révolutionnaire. Mais pour éviter que pareille mésaventure se reproduise lors du meeting du soir, vous avez purement et simplement interdit - rompant y compris avec ce que jusque-là vous aviez l'habitude de faire dans vos réunions publiques - la moindre discussion après les rapports. Quand un de nos camarades a voulu intervenir - notamment pour protester contre le fait



Der Spiegel

En août dernier, les JCR ont soutenu les forces de la contre-révolution capitaliste rassemblées sur la barricade de la « Maison Blanche » d'Eltsine.

que vous aviez osé faire applaudir le soi-disant « camarade Georges Habache » (un nationaliste bourgeois - que certes nous défendons face aux impérialistes - qui est un antisémite recourant à un répugnant terrorisme indiscriminé, que nous condamnons, contre le peuple de langue hébraïque) - il en a été empêché par votre service d'ordre qui s'est livré quelques temps après à sa tentative, aussi inadmissible que misérable, de jouer aux apprentis nervis.

Pour nous, comme pour Lénine, Trotsky ou Cannon, la démocratie ouvrière est un principe que nous sommes farouchement déterminés à faire respecter dans le mouvement ouvrier, pour nous-mêmes comme pour les autres, parce que c'est un principe indissociablement lié à notre combat pour la révolution socialiste. Tous ceux qui, à l'instar des gangsters sociaux-démocrates et staliniens, violent la démocratie ouvrière s'opposent de ce fait à ce que le prolétariat puisse accéder à la conscience de sa tâche historique, révolutionnaire, de prendre le pouvoir.

Pour la Ligue trotskyste,
Jean Thimbault



Sadek/Sigma

Chevenement à l'Ambassade d'Irak en 1981 - Le partenaire de bloc « anti-guerre du Golfe » des JCR est un vieux routier de la « politique arabe » de l'impérialisme français.

Lettre des JCR

A Jean Thimbault
A la direction de la LTF

Paris, le 25 février 1992

Camarades,

Nous sommes en désaccord total avec votre description du mini-incident entre quelques-uns de vos membres et notre service d'ordre le 15 février. Voici les

faits. Les deux ou trois membres présents de la LTF sont intervenus sans problème lors du débat de l'après-midi. Ensuite les discussions individuelles se sont poursuivies, très fraternellement, pendant la pause. Au meeting du soir, après que notre orateur ait fait applaudir Georges Habache, un de vos membres est sorti de la salle pour aller téléphoner. En revenant, il a brutalement coupé la parole aux orateurs suivants, faisant une sortie hystérique sur les « antisémites » ou quelque chose dans ce genre. Notre SO est intervenu calmement mais fermement pour faire cesser cette agression visant à créer un chahut. Les participants (dont une bonne part ont cru à une provocation de l'UEJF ou de sionistes...) ont applaudi à nouveau Georges Habache, héros de la lutte de libération nationale palestinienne. Votre provocation, visiblement décidée en « haut » lieu, a échoué.

Et voilà que vous poursuivez, avec la lettre mensongère du 18/02. Cette fois vous nous traitez purement et simplement de contre-révolutionnaires, mélangeant notre réponse (modérée) à votre provocation avec de supposées positions sur le

putsch d'août en URSS. Tout ceci montre une pratique politique de secte cinglée, dans le style bordiguistes/posadistes ou autres débris du mouvement ouvrier. Car bien sûr nous n'avons jamais cherché à vous censurer, ni personne d'autre. Malgré votre paranoïa, vous avouez vous-mêmes que vous êtes intervenus deux fois l'après-midi ce qui est la démonstration concrète que nous n'avons pas « cherché à limiter (votre) droit à intervenir ». Si les JCR sont aujourd'hui une des seules



organisations révolutionnaires à ne pas vous interdire l'accès à ses initiatives - malgré vos méthodes de tapés - c'est en fonction de deux considérants politiques importants :

1) nous sommes favorables à de bonnes relations avec toutes les organisations ouvrières.

2) nous considérons que l'émiettement organisationnel du trotskysme ne permet à aucune organisation de prétendre détenir la « vérité » sur tout, ne serait-ce que parce qu'elles ont une surface de contact avec les masses plus ou moins réduite.

Concernant le meeting du soir il ne comportait, conformément à notre tradition sur ce point, aucun débat. Vous pouvez en penser ce que vous en voulez mais c'était NOTRE meeting et nous nous moquons bien de la façon dont vous organisez les vôtres. Mais votre mégalo-manie est à son comble si vous pensez que c'est à cause de vous que nous avons organisé ainsi la soirée !! Ce meeting, nous l'avons voulu long, pour permettre de développer en détail nos positions et pour [que] les militants contre la double peine ou pour le droit d'asile puissent le faire également. Contrairement à ce que vous semblez penser un conseil ouvrier et un meeting politique sont deux choses différentes. Dans un conseil ouvrier toutes les tendances débattent ensemble, mais une initiative d'une organisation politique relève de cette organisation. La démocratie ouvrière ce n'est pas de perturber les réunions des autres tendances. Ca c'est justement la méthode des staliniens et des bureaucrates !!

Aucune secte pseudo-trotskyste ne dictera aux jeunes révolutionnaires ce qu'ils doivent faire dans leurs meetings !

Pour terminer, quelques mots sur Habache. En prenant appui sur ce passage dans notre intervention pour mener votre provocation, vous avez cherché à cliver l'assistance (qui ne s'y est pas laissée prendre) sur des critères raciaux, ce qui est particulièrement immonde. Vous avez cherché à opposer Juifs et Arabes. Et cela sur la ligne des sionistes et de Mitterrand, en vous plaçant explicitement dans la lignée de la campagne médiatique contre Habache. Le FPLP représente ce qu'il y a de meilleur dans la résistance palestinienne. Cette organisation a rompu depuis vingt ans avec le soi-disant terrorisme. Mais ce « terrorisme », même politiquement faux, était une réaction d'exaspération des opprimés, sans aucune mesure avec le terrorisme d'Etat d'Israël

qui continue toujours. Le FPLP est la seule organisation palestinienne qui a rompu avec le nationalisme borné, qui a mis au centre de son action la lutte contre les régimes arabes bourgeois corrompus. Et c'est pourquoi il y a eu « Septembre noir » et le massacre de milliers de feddayin par le boucher Hussein de Jordanie. Aujourd'hui encore le FPLP est à la pointe du combat contre les négociations sous égide des USA et le bradage de la lutte par la direction de l'OLP. C'est pour cette raison qu'il y a eu une affaire Habache, misérablement relayée par vous dans notre meeting. Mais, même si le FPLP n'était pas l'aile la plus progressiste de la résistance palestinienne, Habache serait quand même notre camarade de lutte comme le sont tous les combattants anti-impérialistes dans les pays dominés. C'est sous l'accusation de « collaboration avec le FPLP » que l'Etat sioniste a traîné à plusieurs reprises en prison notre camarade juif Michaël Warchawsky dirigeant de la LCR israélienne! Et ni lui ni nous ne sommes des « antisémites ». Mais nous ne sommes pas non plus de ceux qui véhiculent les calomnies du Mossad sur le « terrorisme indiscriminé » de Habache ou ses manipulations pour faire passer Arafat et Souss pour « antisémites ».

Vos méthodes sont minables.

Quant à nous, nous allons continuer à agir, à rassembler par centaines les jeunes révolutionnaires, à organiser des initiatives auxquelles pourront assister les organisations ouvrières - y compris donc les sectes sangsues comme la vôtre. Mais demain comme aujourd'hui nous serons les seuls à en maîtriser le déroulement.

Pour le BN des JCR
Damien Elliott

Lettre de la LTF

A la direction des JCR - « l'Egalité »

Paris, le 21 avril 1992

Camarades,

Extrêmement conscients de la justesse de notre programme nous savons, pour en avoir fait souvent l'expérience, que nos opposants impuissants à répondre à nos



Der Spiegel

Georges Habache (à gauche) est aujourd'hui en bloc politique avec les islamistes de Hamas qui veulent imposer l'esclavage du voile à toutes les Palestiniennes, comme ici à Gaza.

arguments politiques ont souvent recours aux pires calomnies pour attaquer notre organisation. Cela vise, bien évidemment, à pourrir l'atmosphère normalement saine dans laquelle les débats politiques permettant de clarifier les divergences devraient se tenir, mais cela sert surtout à justifier des agressions physiques. Les lambertistes ou les staliniens sont notamment connus dans le mouvement ouvrier pour leurs pratiques inadmissibles.

C'est à ce type de méthode que vous avez recours dans votre lettre du 25 janvier. Visiblement, vous abaissez à falsifier les événements qui se sont produits lors de votre meeting parisien du 15 février pour justifier votre recours à des menaces et aux brutalités physiques, contre lesquelles nous avons protesté dans notre lettre du 18 février, ne vous suffit pas. Vous poussez l'abject jusqu'à laisser entendre que nous nous serions faits les agents du Mossad. Le fait d'écrire « Mais nous ne sommes pas non plus de ceux qui véhiculent les calomnies du Mossad sur le "terrorisme indiscriminé" de Habache ou ses manipulations pour faire passer Arafat et Souss pour "antisémites" » est loin d'être innocent et témoigne d'appétits de votre part dignes de la pire tradition stalinienne.



Rina Hollander/Reuter

D'autre part, en France - dans le pays de l'affaire Dreyfus, le pays où la bourgeoisie a livré volontairement les Juifs aux nazis et qui est toujours aussi gangrené par l'antisémitisme (auquel le racisme anti-Maghrébins est venu se superposer) -, que vous fassiez applaudir et donniez un soutien politique explicite au nationaliste bourgeois antisémite Habache est nauséabond. De même que de voir, en vous couvrant derrière « une partie de la salle », « une provocation de l'UEJF ou de sionistes » dans notre protestation contre un tel soutien. La ligne sous-jacente, c'est que juif égale sioniste. Ce qui n'est pas seulement la ligne du Mossad mais aussi des nationalistes arabes. De plus, à la sortie de votre meeting du 15 février, au cours d'un échange « chaud » avec un groupe de participants, l'un d'entre eux nous a dit : « Vous êtes des Juifs ! » Aucun militant JCR présent n'a bronché contre cette attaque ouvertement antisémite.

Pour nous, trotskystes, qui cherchons à détruire l'Etat boucher sioniste, l'antisémitisme n'est pas l'antisémitisme. Ainsi, en 1982, nous participions à la manifestation parisienne contre l'attentat monstrueux de la rue des Rosiers (un attentat à la bombe contre un restaurant juif - « le

Goldenberg » - à Paris qui fit six morts, le 9 août 1982). Dans la même période, nous nous opposons dès le début à l'envoi des troupes impérialistes au Liban qui, en désarmant les combattants palestiniens (qui étaient assiégés dans Beyrouth par l'armée sioniste), permirent le massacre de Sabra et Chatila. Nous avons été et sommes les défenseurs conséquents des Juifs (rappelons aussi nos campagnes de défense de Vanunu et Warchawsky), aussi bien que des Palestiniens. Par contre, vos camarades de la LCR commencèrent par plaider auprès de Mitterrand en faveur d'une condamnation de la Blitzkrieg sioniste, se taisant pendant deux mois sur la question des troupes; ils finirent après Sabra et Chatila à la traîne d'une manifestation organisée par le PCF et axée sur l'appel au retour de ces mêmes troupes impérialistes dont pourtant ils avaient, après coup, dénoncé le rôle dans le massacre.

De toute évidence, la campagne que vous cherchez à orchestrer contre nous est proportionnelle à votre trahison politique du mois d'août. Dans le numéro du 19 septembre 1991 de l'Egalité, dans un article intitulé sinistrement « URSS : l'espoir en marche », vous expliquez que

Suite page 14

La LCR renvoie les femmes au foyer

La montée du capitalisme industriel, en engouffrant les masses féminines dans la production sociale, a brisé leur isolement social millénaire. L'entrée des femmes dans la force de travail salariée constitue la condition objective clé de leur intégration dans le mouvement ouvrier organisé, depuis l'engagement dans la lutte revendicative et syndicale jusqu'à leur développement comme cadres dirigeants du parti révolutionnaire d'avant-garde.

Mener une lutte résolue contre toutes les formes de discrimination sexuelle qui interdisent ou entravent cette intégration, en particulier dans les secteurs stratégiques de la grande industrie, constitue pour des marxistes une tâche de toute première importance.

Pourtant, la LCR et les JCR rejettent ouvertement cette conception. En opposition au projet du ministre Martine Aubry de déréglementation du travail de nuit, elles veulent que l'intégration des femmes au monde du travail reste limitée à la seule journée. Dans le même souffle, la LCR et son « collectif », « Le travail de nuit, ça nuit ! », demandent carrément l'arrêt du travail de nuit, y compris pour les hommes.

On a affaire ici à une régression caractérisée vers le « socialisme réactionnaire » bigot et rétrograde que Marx

et Engels fustigeaient il y a un siècle et demi dans le Manifeste communiste. La LCR va jusqu'au ridicule en se prononçant contre le travail le dimanche et pour deux jours par semaine sans télé (voir Rouge n° 1491, 16 avril)!

Pour comprendre le changement d'attitude de la bourgeoisie française par rapport au travail de nuit des femmes, il est crucial de voir ce qui l'avait poussée, il y a un siècle, à l'interdire. L'attendu de la loi de 1892 parle de la « préservation de la race française ».

C'est qu'après la défaite de 1870 et face à la gigantesque explosion industrielle de l'Allemagne unifiée, la III^e République cherchait à augmenter le taux de natalité, en particulier dans les villes. Pour achever cela, il a fallu s'assurer que les femmes de la classe ouvrière soient « disponibles » pour la procréation, en les reléguant au foyer, du moins la nuit. Cela n'alla pas sans mal, face à l'opposition de capitalistes individuels qui avaient plus en vue leur profit immédiat que la gloire de la France. Toujours est-il que la loi passa, et que les femmes de ce pays sont depuis exclues de beaucoup d'emplois les plus qualifiés, sauf dans certains secteurs de services telles les infirmières ou dans les restaurants.

Dans un meeting sur le travail de

nuit organisé par la LCR le 15 avril à Rouen, une des oratrices avança des arguments pseudo-scientifiques sur les effets déstabilisateurs du travail de nuit pour les « rythmes biologiques ». Le problème est plutôt que les femmes cumulent leur rôle dans la production et le fardeau des tâches domestiques. La tâche des révolutionnaires est de lutter pour des revendications transitoires qui répondent aux besoins immédiats des femmes, tout en montrant la voie vers la seule solution définitive à l'exploitation et à l'oppression : la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Lors de son intervention dans le meeting, la représentante de la Ligue trotskyste énonça quelques-unes des plus importantes de ces revendications : Compensation du travail de nuit par des plages de repos plus longues ! Diminution du temps de travail pour tous ! Répartition du travail entre toutes les mains, sans perte de salaire ! Crèches gratuites et ouvertes 24 heures sur 24 ! Santé et scolarité gratuites ! A travail égal, salaire égal !

Dans le sens du conservatisme bigot, ceux dont l'organisation-mère (la LCR) a soutenu Khomeiny en Iran et les moudjahidins en Afghanistan ont d'ailleurs réussi un superbe doublé. Le numéro du 28 décembre de l'Egalité - Le

droit d'être gay ou lesbienne (Bulletin des gays et des lesbiennes des Jeunesses communistes révolutionnaires) fait écho aux pires réactionnaires pour dénoncer les « minitels roses », la pornographie et la pédophilie : « Les minitels roses sont attaqués par la droite et le gouvernement. Et plusieurs groupes gays se mobilisent pour les défendre. Qu'ils ne comptent pas sur les JCR ! En effet, pour nous les minitels roses et la pornographie n'ont rien à voir avec ce que l'on appelle la liberté sexuelle. »

Ceci est aussi répugnant que d'angoisser suicidaire lorsqu'on sait que les homosexuels sont toujours les premiers visés par la répression bourgeoise contre la « pornographie » - une réalité que les groupes homosexuels libéraux comprennent visiblement mieux que ces soi-disant « marxistes ».

Tout un chacun doit pouvoir baiser avec qui il ou elle veut, quand et comme il ou elle le veut, tant qu'il y a consentement mutuel, et regarder, lire ou écouter ce qui lui plaît sans être jeté en prison. Nos jeunes moralisateurs des JCR n'ont peut-être pas encore remarqué que la « perversité », c'est toujours ce que les autres aiment faire. *Flics, juges, curés hors des chambres à coucher !*

Hommage à notre camarade assassinée

Martha Phillips



Le 9 février de cette année, notre camarade Martha Phillips était assassinée, alors qu'elle effectuait son devoir révolutionnaire à Moscou. Communiste depuis l'âge de vingt ans et cadre de la Spartacist League US, Martha n'avait que quarante-trois ans au moment de sa mort tragique.

Étudiante à Madison, dans le Wisconsin aux USA, Martha s'était radicalisée en réaction à la guerre du Vietnam. Elle devint une dirigeante d'une opposition de gauche à l'intérieur du Socialist Workers Party et joua un rôle clé dans la fusion qui allait l'amener, avec ses camarades, dans la SL/US en novembre 1972.

Martha a mené l'essentiel de son activité politique dans la région de San Francisco. Mère célibataire d'un enfant handicapé qu'elle adorait, Martha surmonta ses nombreux problèmes personnels pour donner le meilleur d'elle-même comme révolutionnaire professionnelle. Sa chaleur humaine, son esprit rigoureux, sa force dans le parti et ses puissants dons d'oratrice ont fortement influé sur nos vies personnelles et notre travail.

Martha s'intéressait particulièrement au travail en direction des jeunes, dont elle recruta et forma un bon nombre. Depuis le début, elle lutta pour la libération des femmes et elle se passionnait pour toutes les questions relatives aux oppressions spécifiques. Martha fut une des fondatrices de la Bay Area Labor Black League (Ligue ouvrière noire de la baie de San Francisco) et une agitatrice dans les campagnes du Partisan Defense Committee. Elle fut la candidate de nos camarades américains aux élections municipales de 1983 à Oakland (Californie).

Au prix de grands sacrifices, Martha apprit le russe et trouva un emploi de professeur d'anglais à Moscou. Elle dirigea la lutte de la Ligue communiste internationale pour réimplanter le programme révolutionnaire de Lénine et de Trotsky là où il est né. Aux avant-postes du combat contre la contre-révolution, Martha se battit avec confiance et courage pour apporter aux travailleurs soviétiques le programme internationaliste de la révolution d'Octobre 1917.

Nous poursuivons ci-dessous la publication de documents et de témoignages des combats menés par notre camarade Martha Phillips, assassinée le 9 février dernier à Moscou. Nous voulons ainsi tout d'abord rendre hommage à notre camarade tombée en première ligne du combat pour sauver et régénérer l'Etat ouvrier soviétique. Mais le témoignage du camarade Sam (ci-dessous), compagnon de lutte de Martha depuis plus de vingt ans, permet aussi de mesurer ce que Martha Phillips a apporté à la construction de notre parti. Nous espérons qu'en permettant à nos lecteurs de mieux comprendre nos positions, notre activité et nos méthodes de fonctionnement, ces documents contribueront à la construction de notre parti et à faire en sorte que, comme l'aurait voulu Martha, son influence continue à être, après sa mort, une force vivante.

Une fois de plus, nous voici le cœur brisé par la perte d'un camarade, cette fois-ci Martha, ma plus vieille amie politique et personnelle et quelqu'un qui m'était irremplaçablement proche et chère. Aussi pénible que cela puisse l'être pour nous, il est nécessaire que nous nous souvenions de la vie et de l'œuvre de notre camarade, en politique et dans sa vie personnelle. Martha c'était quelqu'un et je n'arrive toujours pas à croire qu'elle ait disparu. Il est dans la vie de ces moments cruels, et celui-ci en est un, particulièrement atroces.

J'ai pour la première fois rencontré Martha au cours du printemps de l'année 1970, au moment où nous adhérons tous les deux à la YSA [Young Socialist Alliance, organisation de jeunesse du SWP] à Madison, dans le Wisconsin. J'étais un soldat anti-guerre. Je haïssais l'armée, le gouvernement ; c'était l'époque de la guerre du Vietnam. Martha était étudiante à l'Université du Wisconsin, âgée de 21 ou 22 ans. Je crois que nous avons adhéré à la YSA au cours de la même réunion, et nous sommes devenus amis, avec ma femme et David, tous les quatre. Contrairement aux nombreux jeunes qui passent à travers les organisations révolutionnaires et y consacrent le meilleur semestre de leur vie, Martha s'était engagée pour la vie.

Je crois que Martha, avec quelques autres tels que moi-même, prenait le SWP de 1970 pour argent comptant, pensait que c'était toujours le parti de Cannon et de la Révolution russe. Nous allions connaître un dur réveil mais en attendant nous nous sommes lancés dans le travail. A l'époque, Madison était un endroit politiquement très chaud et il y avait d'innombrables rassemblements, manifestations, occupations, diffusions de tracts sur les officines de recrutement de l'armée et des millions et des millions de réunions de travail auxquels

on participait. La vie interne de la YSA était tout aussi fiévreuse et Martha, comme on pouvait s'y attendre, était au cœur de toute cette activité.

Au début, nous croyions ce que nous disaient nos aînés dans le parti. Et la ligne réformiste et social-patriote du SWP « pacifiste/légaliste » était recouverte d'un vernis de gauche par les mandéliens [disciples du centriste invétéré Ernest Mandel du Secrétariat unifié] qui dirigeaient le local de Madison. Le siège de notre parti, le Centre du Mouvement Che Guevara dans la rue Gilman, était effectivement un endroit fort radical d'apparence. Les photos de Fidel et du Che et les posters sur le Moyen-Orient étaient beaucoup plus en évidence que les portraits de Lénine et de Trotsky. Mais on y trouvait une excellente sélection d'ouvrages de base marxistes. Croyant que c'était là un parti révolutionnaire prolétarien, les plus sérieux parmi les jeunes membres s'attachèrent à la tâche de s'éduquer. Martha dévorait Lénine et Trotsky et je me souviens que le premier cours interne que je l'ai entendue donner portait sur l'ouvrage de Lénine de 1916, *l'Impérialisme*, et elle n'était membre que depuis quelque six mois. C'était une femme brillante !

Le déferlement d'oppositions à la sale guerre de génocide des Vietnamiens a été très massif. Dans l'enclave universitaire de Madison, les manifestations dirigées par le SWP pouvaient attirer 20 000 personnes, parfois même 50 000. Les jeunes de gauche, comme Martha, argumentaient que ces manifestations devaient rester « pacifiques et légales » puisque nous étions pour la révolution prolétarienne et que le boulot du mouvement anti-guerre n'était pas de vandaliser les parcmètres, mais plutôt d'organiser la puissance sociale du prolétariat, capable d'arrêter la machine de guerre. C'était ça le thème des discours publics que nous prononcions à l'époque. Nous étions, il est vrai, pris au piège du front populaire, mais nous essayions de donner à ce travail une façade mandélienne de gauche.

Un autre exemple : le mouvement féministe était en plein essor et un groupe appelé « Women's Action Movement » (WAM, « Mouvement d'action des femmes ») était organisé. Il était pour l'exclusion des hommes du mouvement, le SWP ayant platement capitulé devant le féminisme bourgeois (comme l'avait fait Mandel) ; cependant, les militants de gauche essayaient d'y greffer une ligne aussi radicale que possible. La ligne du SWP était à ce moment-là pour le « droit de choisir » mais le WAM organisait régulièrement des cours auxquels des représentants de la YSA parlaient de sujets tels que *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*

d'Engels, et là nous nous battions pour des crèches gratuites, ouvertes 24 heures sur 24, et pour l'avortement libre et gratuit. Les principaux dirigeants du mouvement des femmes de Madison étaient membres de la YSA, et je crois que les deux dirigeantes les plus importantes de ce travail étaient Martha Quinn, femme du principal dirigeant du SWP de Madison, Pat Quinn, et la jeune flamme, Martha Phillips.

Dès lors (et nous parlons ici de mois et non d'années), Martha était déjà membre du comité exécutif local. La vie politique interne était tumultueuse et de nombreuses batailles éclataient, bien que, politiquement, peu d'entre elles aient été clarificatrices. Ce qui ne veut pas dire que quelques positions principales n'y aient pas été prises. Je me souviens en particulier d'une bataille dans laquelle Martha a joué un rôle majeur. Au cours d'une des manifestations féministes, un certain nombre de femmes de la YSA avaient joyeusement scandé avec les éléments pro-NOW [National Organization of Women, organisation féministe bourgeoise] : « *Power to the Sisters, Take It from the Misters!* » (« *Le pouvoir aux sœurs, prenez-le aux messieurs!* ») et nous engageâmes une bataille sans merci à ce sujet dans le local de Madison de la YSA. Martha, avec d'autres, se battit avec acharnement contre ce slogan qui, argumentait-elle, était une déviation fondamentale de la conception marxiste selon laquelle les divisions dans la société capitaliste suivent une ligne de classe et non pas de sexe.

Nous nous sommes bien démenés, mais c'était pour le mauvais programme ; le vernis gauche mandélien n'était pas la voie vers la révolution. Au début, nous fûmes attirés par la Proletarian Orientation Tendency [POT, Tendance pour une orientation prolétarienne] qui disait simplement que nous devrions accepter le programme réformiste du SWP et le porter aux ouvriers. Et nous avons d'abord pensé : « Eh bien, cela semble correct ; si nous sommes le parti du prolétariat américain, comment se fait-il qu'il n'y ait point d'ouvriers dans notre parti ? Comment se fait-il que nous ne faisons pas de ventes devant les usines ? »

Mais cela n'était pas la vraie question. Le problème du SWP était son programme et non pas son orientation. Le SWP a plus tard amené son programme réformiste dans les syndicats sous prétexte de « parler du socialisme ». La POT non seulement refusa de lutter contre la ligne front-populiste sur la guerre du Vietnam, mais elle était également d'accord avec la majorité du SWP sur la question du nationalisme noir et du féminisme.

Je pense que la guerre du Vietnam était la question sur laquelle nous devions ouvrir une brèche - lutter pour une

ligne de classe sur la guerre du Vietnam - comment « nos gars » c'étaient les Vietnamiens. L'un des moments les plus fantastiques de ma vie, et je suis sûr pour Martha aussi, ce fut de voir la CIA accrochée aux hélicoptères décollant de Saigon.

Nous en vîmes à comprendre que c'était le programme du SWP qui était faux. Nous n'étions pas dans la bonne organisation. Nous voulions nous battre et ces gens se mettaient en travers.

Ce fut au cours de ce début de lutte que Martha s'imposa véritablement en tant que dirigeante politique. Le local de Madison de la YSA n'avait toujours pas été autorisé à devenir un local du parti du SWP (nous étions tout le temps en brouille avec le comité national) et pour pouvoir poursuivre la lutte interne, nous devions déménager vers une ville dotée d'une section locale du parti. Nous fîmes donc nos valises et, nous partîmes; Martha et David déménagèrent à DC [Washington] et je me retrouvai à Milwaukee. Martha devint une dirigeante principale de cette fraction dès son lancement et à l'époque, avec David, en devint le pôle léniniste dur.

La Leninist Faction (LF) constituait une ligne de démarcation claire entre les mandéliens et les éléments qui cherchaient un programme authentiquement léniniste-trotskyiste. La LF était loin d'être une tendance politique homogène; néanmoins, sa déclaration politique était un bon document. Mais c'était une bien autre bataille que d'amener la fraction à s'y conformer. Barbara G. était considérée comme l'une des dirigeantes principales de la fraction au sein du SWP, mais elle recula très vite devant les implications révolutionnaires de notre déclaration de fondation. Martha la surpassa rapidement comme dirigeante politique dans la lutte pour amener la LF à fusionner avec la SL [organisation de nos camarades américains]. Environ un tiers de la fraction a finalement fusionné. Martha a compris ce qu'avait signifié la lutte (au sein du SWP de 1963) de la Revolutionary Tendency [RT, prédécesseur de la SL]. Nous n'étions pas les seuls oppositionnels dans le SWP à sortir des rangs. C'était vraiment important de comprendre l'histoire. Et donc, en plein milieu d'une lutte fractionnelle féroce et en pleine guerre, Martha se plongeait dans les livres. Parce qu'elle comprenait, et je crois que David le comprenait aussi, que le véritable combat était que la Leninist Faction devait fusionner avec la Spartacist League, puisque la Spartacist League c'était la lutte de 1963, et que nous étions fondamentalement d'accord avec les documents de la RT.

La fraction vacillait - mais Martha ne vacilla jamais, et elle a fourni une direction à pas mal de camarades de la fraction. Cela a formé Martha et l'a endurcie. De sorte que quand Martha a adhéré à ce parti, elle n'était pas un nouveau membre, c'était un cadre.

Je voudrais souligner l'impact politique que la guerre du Vietnam a eu sur Martha et pourquoi ça n'a pas été un hasard si elle est allée à Moscou. Elle était un important élément d'une lutte fractionnelle dont l'une des questions les plus importantes était la défense de l'Etat ouvrier déformé vietnamien au nord et la lutte pour la révolution sociale au sud. Le front populaire à cette époque essayait d'éviter une défaite de l'impérialisme américain - ils essayaient de sortir l'impérialisme américain du borbier. Le SWP, à ce moment-là, essayait de suivre de près l'aile défaitiste de la bourgeoisie. C'était la question russe posée différemment, dans une autre période historique. C'est à ça que nous avons été gagnés.

Les Vietnamiens étaient les opprimés, et leur héroïsme et leur ténacité leur gagnèrent beaucoup de respect parmi les éléments de gauche nouvellement radicalisés que les années 1960 avaient produits au niveau international. Mais pour la bourgeoisie, c'était une guerre contre le communisme, et nos opposants capitalistes d'Etat et sociaux-démocrates haïssaient les Vietnamiens autant que les Russes. Le problème était que les Vietnamiens étaient populaires (comme l'étaient Che et Fidel), contrairement aux stalinien rassis du Kremlin. Les capitalistes d'Etat et les sociaux-démocrates, ne voulant pas être mis sur la touche et laisser le champ libre aux rouges, déclarèrent donc que la guerre du Vietnam était une guerre de libération nationale. Les stalinien répétèrent cette même ligne dans leur propre style « coexistence pacifique », ou alors donnèrent un soutien politique total aux stalinien de Hanoi. Nos 57 variétés de libéraux étaient dans le pacifisme (avant de se retourner plus tard contre les Vietnamiens, comme Jane Fonda). Une aile libérale de la bourgeoisie, poussant un soupir de soulagement après l'écrasement du PC indonésien d'une part, mais tremblant devant l'impressionnante offensive du Têt du Viet-cong d'autre part, prit une position défaitiste sur la guerre, inquiète des explosions sociales chez elle. Tout cela signifiait un front populaire particulièrement large - la pression sociale contre une ligne de classe sur la guerre du Vietnam était vraiment très forte. La soi-disant gauche s'enveloppait dans toutes sortes de phraséologies radicales, mais « Victoire militaire pour le FNL » ou « Toute l'Indochine doit devenir communiste » - jamais! Et dans sa lutte contre ce fatras, Martha n'a jamais flanché. Martha est morte à Moscou en combattant pour le même programme que celui auquel elle avait été gagnée, le programme qu'elle a défendu contre les renégats et soi-disant gauches des années 1960 qui ont refusé de prendre position pour les ouvriers et paysans vietnamiens contre leur propre bourgeoisie.

Tant de camarades sont au courant du travail de Martha dans la SL/US. La formidable volonté, l'infatigable esprit,

l'engagement personnel et l'incroyable enthousiasme pour le travail que j'ai vus, depuis le moment où je l'ai rencontrée pour la première fois, n'ont fait que s'approfondir au fur et à mesure que les années passaient. Je ne sais pas dans combien de locaux elle a travaillé, mais je pense que Martha a pratiquement été partout et qu'elle connaissait tout le monde. Martha était le genre de camarade qui, en dépit des difficultés personnelles, était capable de déménager et d'aller partout où le parti avait besoin d'elle. Pour les camarades qui la connaissaient et qui l'aimaient, sa perte est un coup dévastateur que les mots ne peuvent traduire. Les jeunes ou les nouveaux camarades qui ne la connaissaient pas en ont été brutalement frustrés.

Après s'être battue de nombreuses années pour construire le parti dans le ventre de la bête impérialiste, lorsque le devoir l'appela en Union soviétique elle se porta volontaire après s'être sérieusement préparée pour cette tâche. Mais « volontaire » est un mot trop faible. Elle était destinée et déterminée à aller aider à reconstruire le parti de Lénine, et nous n'aurions pas pu l'arrêter sans l'enchaîner. Ainsi donc, la carrière politique de Martha a débuté à Madison et s'est achevée beaucoup trop tôt et tragiquement à Moscou. Mais c'est là que Martha voulait être. Nous avons été des amis très proches pendant vingt-deux ans mais n'avons vécu dans la même ville (Madison et la région de San Francisco) qu'environ six ou sept d'entre eux. Mais cela ne nous a jamais gênés: nous étions heureux d'être dans le même parti, luttant pour le même programme.

Ce monde est devenu un endroit beaucoup plus sombre, plus cruel et certainement plus solitaire sans elle. C'était une femme immensément chaleureuse et généreuse, dotée d'un sens de l'humour rigoleur. Elle aimait profondément son fils Lael et était puissamment loyale à son parti et à ses camarades. Martha était ivre de vie et vivait pleinement - elle aurait dû continuer beaucoup plus longtemps. Le prolétariat a une longue mémoire et Martha, avec nos autres camarades tombés, ne sera pas oubliée. Je crois que son cœur et son esprit resteront à Moscou, quelque part près du mur du Kremlin avec Big Bill Haywood et John Reed.

Martha était très généreuse, une femme au cœur chaud. Elle savait comment être amie. Et à travers tous ses problèmes personnels, elle a toujours lutté et repris le dessus, et toujours, elle était là lorsqu'on avait besoin d'elle. Voyez-vous, je pense qu'il n'y avait réellement pas chez Martha de séparation entre vie personnelle et vie politique; elles étaient entremêlées. Et elle a beaucoup illustré ce que signifie être communiste.

- Traduit de Workers Vanguard n° 547

Une intervention à Moscou

« Défendre l'Union soviétique en cette heure du plus grand danger »

Le journal de la section britannique de la Ligue communiste internationale a récemment publié ce rapport, rédigé « par un membre de la LCI, d'une intervention dans un meeting organisé le 14 décembre dernier à Moscou par Rabotchaïa Demokratitïa (Démocratie ouvrière), organisation soutenue par le groupe britannique Militant ». La camarade de la LCI était Martha Phillips.

Le meeting de Rabotchaïa Demokratitïa-Militant s'est tenu dans une maison de la culture dans le district de Presnia rouge. Il y avait tout au plus trente-cinq personnes, principalement des professeurs d'un certain âge, cinq femmes moi comprise, et seulement quelques travailleurs et quelques jeunes que nous connaissons pour la plupart - Ils sont venus à nos cours, nous ont écrit ou téléphoné.

Sur le mur, il y avait un photos-montage de leur participation aux barricades d'Eltsine intitulé, en russe, « Sur les barricades - 19-21 août 1991 », ainsi que des photos d'eux-mêmes avec un groupe d'anarchisants sur la place Rouge, le 7 novembre dernier. En parlant de notre ligne à propos des barricades d'Eltsine, nous savions qu'une bonne partie des participants, comme la plupart des gens à Moscou, maintenant haïssent Eltsine. (Selon un récent sondage, seuls 15% de la population le soutiennent à fond.)

Ces grantistes ne sont pas très futés - Le travailisme produit ce genre d'effet. Ainsi, d'entrée, ils ont fait parler un syndicaliste suédois pendant au moins 45 minutes sur la situation en Suède - remontant jusqu'à la création du premier syndicat. C'était très social-démocrate et ouvrieriste: la vie est dure en Suède aussi et vous avez besoin d'un parti travailliste. Puis Sergueï B. a parlé de comités ouvriers et un peu d'économie. La plupart des participants s'ennuyaient ferme et les gens autour de nous nous posaient des questions, donnaient leur adresse et achetaient notre presse.

Je suis intervenue vers la fin de la discussion. J'ai eu du mal à obtenir la parole. Finalement, je me suis simplement levée et, comme j'étais au milieu du premier rang, ils m'ont laissée parler. J'ai dit que tous les groupes en Union soviétique et de par le monde étaient jugés sur leur position quant au coup-contre-coup d'Etat. Nous, de la Ligue communiste internationale, nous étions pour démanteler les barricades

d'Eltsine. Mais tout le monde doit savoir que Rabotchaïa Demokratitïa sont des sociaux-démocrates de la pire espèce, fiers d'avoir participé aux barricades d'Eltsine, en défense de Bush et de la contre-révolution. La tâche immédiate était de défendre l'Union soviétique en cette heure du plus grand



Moscou, 7 novembre 1991 - Martha diffusant la presse de la LCI sur la place Rouge à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre.

danger. A ce moment-là, la salle a commencé à applaudir.

Sergueï B. a dit que la contre-révolution avait déjà gagné. Puis il a essayé de me faire taire, mais il n'a pas réussi. Je lui ai demandé s'il s'agissait d'un exemple de « démocratie ouvrière ». A ma grande surprise, il est resté silencieux. J'ai donc continué. J'ai dit que la question est simple: révolution ou contre-révolution. Ces gens ont soutenu Solidarnosc en Pologne, ont dit aux ouvriers polonais d'avoir confiance en Solidarnosc. Maintenant, c'est le chômage et la misère là-bas. A l'époque, notre internationale disait que Solidarnosc était un « syndicat » de la CIA! En conclusion, j'ai invité tous les vrais communistes à venir parler avec moi et avec mon camarade, un ancien officier de RDA qui a refusé de servir dans la Bundeswehr et est devenu un spartaciste parce qu'il voulait défendre le socialisme.

Ca a mis fin au meeting. Sergueï B. a essayé de me répondre, mais plutôt mollement, que ce n'était pas réel de dire que les ouvriers pouvaient être mobilisés pour démanteler les barricades d'Eltsine et que nous étions mous sur le stalinisme. De la salle, je l'ai interpellé, lui demandant à brûle-pourpoint s'il avait participé aux barricades d'Eltsine. Oui, a-t-il dit, ils y avaient participé et il y avait beaucoup de Moscovites. Je lui ai fait remarquer qu'ils pensaient que l'ennemi principal était le stalinisme alors que nous comprenons que l'ennemi principal c'est l'impérialisme! Pas étonnant qu'ils ne puissent pas voir la ligne de classe!

A ce moment-là, un ouvrier - un des seuls présents dans la salle, un gars âgé, les cheveux blancs, assis au premier rang - s'est levé et leur a crié dessus, bouleversé, sur le fait qu'ils avaient soutenu Eltsine. Est-il possible que cette chose honteuse soit vraie, qu'ils aient été sur les barricades d'Eltsine? Ils ont essayé de le faire taire mais quelqu'un d'autre a posé la même question. Ils ont alors perdu le contrôle du meeting. Après avoir essayé de récupérer le coup, ils ont décrété une interruption.

Nous nous sommes alors retrouvés entourés par des gens nous serrant la main et se déclarant d'accord avec nous, que c'était une honte d'être sur les barricades d'Eltsine. Donc nous sommes partis après l'interruption, comme l'ont fait pas mal des participants.

Europe de l'Est...

Suite de la page 1

de l'Est est menacée par des guerres de conquête territoriale, par de sanglants conflits frontaliers et par des massacres intercommunautaires chez les peuples fortement interpénétrés de cette région. On assiste à une montée de l'antisémitisme, tandis que des Tsiganes sont attaqués par des skinheads fascistes en Roumanie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne. L'affreuse guerre intercommunautaire que se livrent Azéris et Arméniens pour le contrôle de la région du Nagorny-Karabakh, dans le Caucase, la guerre de conquête territoriale entre la Serbie et la Croatie, sont les funestes présages de ce que l'avenir nous réserve - si la contre-révolution n'est pas vaincue par une révolution politique prolétarienne en Union soviétique, et si les fragiles régimes capitalistes aujourd'hui aux commandes en Europe de l'Est ne sont pas renversés par la classe ouvrière conduite par une direction authentiquement communiste (léniniste-trotskyiste).

Le nationalisme précipite l'effondrement économique

Dans les médias bourgeois - libéraux comme réactionnaires - exprimer sa répulsion pour les nationalismes qui s'entre-déchirent dans l'Europe de l'Est post-stalinienne est devenu un exercice à



Chassés de chez eux par la terreur nationaliste, ces Tsiganes roumains réfugiés à Berlin sont victimes d'agressions fascistes en Allemagne.

Moscou réorienta ses exportations de pétrole vers les marchés occidentaux, pour y obtenir des dollars et des deutschemarks. Depuis 1989, les livraisons de pétrole soviétique en Europe de l'Est ont été réduites de moitié! Les nationalistes anticomunistes d'Europe de l'Est, qui pendant des années avaient fustigé un soi-disant « impérialisme » soviétique, se plaignent maintenant

dernière entre des gouvernements rivaux dirigés par d'ex-bureaucrates staliniens. Ailleurs dans les Balkans (Albanie, Bulgarie, Roumanie), des régimes staliniens « réformés » ont cherché sans succès à présider à une « transition » vers un marché capitaliste. En Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne, au contraire, les staliniens ont été chassés, et ont fait place aux fragiles Etats capitalistes qui sont en train d'être construits.

Cependant, comme nous l'avons noté après l'échec du coup d'Etat d'août à Moscou et le succès du contre-coup d'Etat pro-impérialiste avec à sa tête Eltsine : « Les forces qui soutiennent Eltsine voudraient bien devenir une classe capitaliste, mais elles n'en constituent pas encore une. Même en Pologne, où l'Etat est capitaliste de la base au sommet, une classe capitaliste ne s'est pas encore cristallisée, parce qu'il lui manque... le capital » (Le Bolchévik n° 113, septembre 1991). Au sein de la société féodale, le capitalisme s'était développé par un processus de croissance organique; la restauration du capitalisme nécessite au contraire la destruction préalable de l'Etat ouvrier, et la mise en place d'un appareil d'Etat contre-révolutionnaire. Comme l'écrivait Trotsky dans les années 30 : « En cas de victoire de la contre-révolution bourgeoise en URSS, le gouvernement devrait s'appuyer assez longtemps sur l'économie nationalisée. Mais que signifie une contradiction temporaire de cette nature entre l'Etat et l'économie? Elle signifie la révolution ou la contre-révolution. La victoire qu'une classe remporte sur une autre vise précisément à reconstruire l'économie dans le sens des intérêts de celle qui a gagné » (« Un Etat non ouvrier et non bourgeois? », novembre 1937, Oeuvres, tome 15).

Trotsky insistait aussi sur le fait que la contre-révolution ne pouvait pas triompher dans un cadre « démocratique bourgeois » (parlementaire), mais qu'elle nécessiterait des régimes bonapartistes brutaux pour briser la résistance de la classe ouvrière. Sur une telle base, une

nouvelle classe de « requins » capitalistes pourrait prendre le contrôle de l'industrie nationalisée, qui est déjà gérée conformément aux diktats du marché mondial.

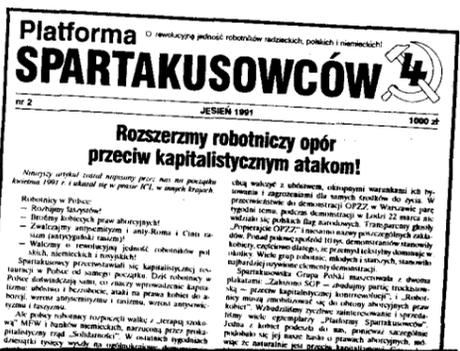
Les proto-Etats capitalistes d'Europe de l'Est sont cependant extrêmement faibles et fragiles. La Pologne connaît des manifestations et une résistance ouvrière presque incessantes, tandis que la popularité du régime de Solidarność est en chute libre. Un sondage récent montrait que Walesa bénéficiait d'un pourcentage d'opinions favorables inférieur au général Jaruzelski, le dernier dirigeant stalinien et qu'une majorité de la population soutient rétrospectivement le coup de force contre Solidarność en décembre 1981. Dans le même temps, en Tchécoslovaquie, avec la dislocation du « Forum civique » en partis rivaux, le Parti communiste dispose aujourd'hui de la fraction parlementaire la plus importante. Le régime Havel-Klaus vit maintenant dans la peur d'une explosion sociale alors qu'il plonge dans la misère le prolétariat traditionnellement socialiste de Tchécoslovaquie. « Ils vont tous nous pendre » s'exclame Dusan Triska, le ministre des Finances adjoint à Prague.

Pologne : le régime de Solidarność paralysé

Après que la Pologne eut fait l'expérience des échecs répétés des régimes staliniens « réformateurs », depuis Gomułka après 1956 jusqu'à Gierak pendant les années 1970, dans la dernière décennie Solidarność a été en première ligne de la campagne pour la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est. Le président américain Reagan et le pape Jean-Paul Wojtyła de Cracovie conspiraient secrètement pour assurer la survie de ce « syndicat libre » clérical-nationaliste au moyen de dizaines de millions de dollars acheminés par l'intermédiaire de la bureaucratie syndicale américaine et de la social-démocratie européenne. Les récentes « révélations » du magazine Time sur cette « sainte alliance » ne font que confirmer ce que nous écrivions il y a plus de dix ans, en même temps qu'elles dissimulent le fait que le soutien des impérialistes à Walesa et Cie avait commencé bien avant que le général Jaruzelski mette en échec la tentative de prise du pouvoir de Solidarność en 1981 (voir « Solidarność Godfathers: Reagan and the Pope », « Les parrains de Solidarność: Reagan et le pape », Workers Vanguard n° 546, 6 mars).

En 1989, le régime Jaruzelski aux abois, pressé par les banquiers occidentaux et abandonné par Gorbatchev, conclut avec Walesa un accord de « partage du pouvoir » d'où sortit le gouvernement procapitaliste de Mazowiecki. Mais dans le courant de l'année 1990, Solidarność s'empara de la totalité du pouvoir, les ministres staliniens étant chassés du gouvernement. En outre, les « détachements spéciaux d'hommes armés » (le noyau de l'Etat, pour reprendre la formule d'Engels) furent reconstruits sur la base de la loyauté envers l'ordre bourgeois naissant: la plupart des hauts responsables mili-

Ci-dessous, la déclaration de la LCI « Ouvriers soviétiques : repoussez la contre-révolution de Bush/Eltsine ! » publiée en russe et en polonais. C'était le premier appel à l'action contre le régime d'Eltsine distribué en Union soviétique après le coup d'Etat d'août.



la mode. Le New York Times, organe de l'establishment américain, fustigeait dans son numéro du 13 octobre dernier les « vieilles rivalités tribales en Europe de l'Est », tandis que le libéral Guardian de Londres (28 septembre) donnait des leçons de morale: « Des dirigeants irresponsables exacerbent les tensions ethniques d'Europe de l'Est. » Quel culot! Pendant des dizaines d'années, ces organes impérialistes influents et leurs patrons politiques à Washington et à Londres ont apporté leur soutien sans réserve aux nationalistes réactionnaires d'Europe de l'Est, afin de faire éclater le bloc soviétique.

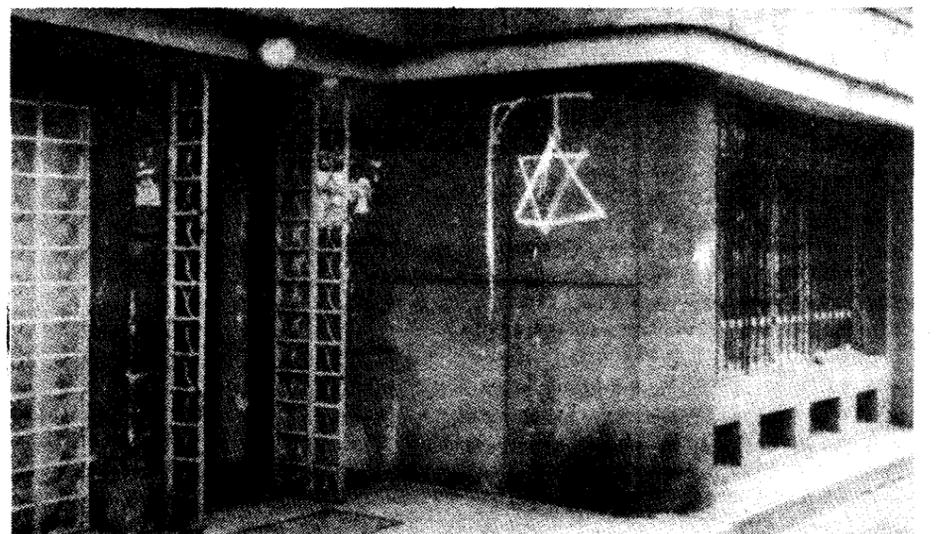
Aujourd'hui, cependant, l'éclatement du bloc soviétique et la montée des forces nationalistes contre-révolutionnaires en URSS - des forces personnifiées par Boris Eltsine en Russie et par ses congénères des autres républiques - ont joué un rôle qui n'est pas mince dans la catastrophe économique à laquelle l'Europe de l'Est est confrontée. La stabilité économique de la région était basée sur des relations commerciales favorables avec l'URSS. L'Union soviétique fournissait aux pays du pacte de Varsovie du pétrole et du gaz naturel à des prix nettement inférieurs à ceux, exorbitants, du marché mondial. En retour, la Pologne, la Tchécoslovaquie et les autres pays de l'Est expédiaient en URSS des produits industriels qui ne satisfaisaient pas aux normes du marché mondial.

Le Kremlin était disposé à payer ce prix pour maintenir la domination politique et militaire de l'Union soviétique dans la région. Mais une fois que Gorbatchev eut livré l'Europe de l'Est à l'impérialisme de l'OTAN,

amèrement de ce que Moscou n'accorde plus aucun intérêt économique à leur pays.

En même temps, ceux des produits d'Europe de l'Est qui pourraient être compétitifs sur les marchés mondiaux - les produits agricoles et certains produits de l'industrie légère comme les textiles - se heurtent au protectionnisme commercial de l'Ouest. Pendant qu'ils réclament à cor et à cri un « libre marché » en Europe de l'Est, les partis bourgeois français et allemands sont déterminés à maintenir le protectionnisme agricole dans leurs marchés nationaux respectifs. L'ancien ministre des Finances polonais, Leszek Balcerowicz, se plaint de ce que la moitié des exportations polonaises vers le Marché commun d'Europe de l'Ouest (CEE) se heurtent à de fortes taxes à l'importation, à des quotas et autres barrières commerciales: « Et ceci à un moment où on nous presse d'aller dans la direction du marché. Nous avons besoin que la CEE abaisse ces barrières maintenant, pas dans quatre ou cinq ans » (Economist, 21 septembre 1991). Balcerowicz est parfaitement conscient de ce que la consolidation du capitalisme dans la région est loin d'être assurée.

Dans la plus grande partie de l'Europe de l'Est, les régimes staliniens se sont effondrés dans le courant de 1989, et ils ont été remplacés par des partis engagés à accomplir une contre-révolution bourgeoise « démocratique ». En Allemagne de l'Est, une révolution politique naissante a été submergée par la campagne de la réunification capitaliste, l'Etat ouvrier se retrouvant rapidement annexé à un puissant Quatrième Reich de l'impérialisme allemand. En Yougoslavie, une guerre civile nationaliste a éclaté l'année



Varsovie - Le climat créé par l'accession au pouvoir des cléricaux-nationalistes de Solidarność favorise la terreur antisémite.

taires furent remplacés, et les forces de sécurité de la police furent dissoutes. Ce processus, que vint couronner le remplacement de Jaruzelski par Walesa en décembre 1990, marqua la transformation de la Pologne en un Etat capitaliste.

Il s'agit là cependant d'un Etat capitaliste extrêmement faible et fragile, et qui politiquement parlant le devient de plus en plus. Le « traitement de choc » économique a depuis le début suscité un peu partout des grèves et des actions de protestation ouvrières. Sous cette pression de la base, les chefs de Solidarność se sont divisés en factions violemment hostiles, Walesa se répandant en démagogie antisémite tandis que ses anciens collègues l'accusent de nourrir des ambitions dictatoriales (!) Le premier signe spectaculaire de la perte par Solidarność de son autorité populaire a été l'élection présidentielle de l'hiver 1990. Alors que Walesa remportait 75 % des voix au deuxième tour (la moitié seulement des électeurs avaient voté), un homme d'affaire émigré parfaitement inconnu, Stanislaw Tyminski, avait devancé le premier ministre Tadeusz Mazowiecki.

Dès son entrée en fonction, le président Walesa était confronté à une vague de grèves - mineurs de charbon de Silésie, ouvriers des transports, aiguilleurs du ciel. Les éboueurs de Varsovie cessèrent le travail pendant une semaine, et l'armée fut appelée à la rescousse pour débayer les ordures. Walesa abandonna son masque « démocratique », accusa les grévistes de « violer la loi » et menaça d'« utiliser tous les moyens et la force pour défendre nos idéaux » (*Independent of Londres*, 14 juin 1991). Mais dans la situation actuelle de la Pologne, ces discours musclés ne sont que des rodomontades. Si la police ou l'armée étaient utilisées pour briser des piquets de grève et arrêter des grévistes, cela pourrait déclencher une explosion sociale qui éjecterait Walesa du palais du Belvédère.

La perte par Solidarność de son autorité populaire va de pair avec un phénomène analogue qui affecte sa protectrice historique (et d'une certaine manière sa créatrice), la hiérarchie catholique polonaise. Avec le départ des communistes et l'arrivée de Walesa, le pape Wojtyla et le cardinal Glomp ont cru qu'ils pouvaient mettre la main sur la Pologne. Au printemps dernier, la hiérarchie catholique lançait une campagne agressive pour l'interdiction de l'avortement, et pour l'abolition de la séparation de l'Eglise et de l'Etat inscrite dans la Constitution en vigueur. Mais ce coup de force des prélats provoqua un retour de bâton anticlérical. Les sondages montrent que 60 % de la population est favorable à ce que l'avortement soit légal, et estime que l'Eglise a trop d'influence dans la vie publique, alors même que 90 % des Polonais se déclarent catholiques pratiquants. Un sondage a montré qu'en tant qu'institution, l'Eglise inspire maintenant moins de respect que l'armée.

A l'automne dernier, les élections au Sejm (parlement) ont été un nouveau revers pour le régime de Solidarność. Les partis gouvernementaux n'ont remporté que 16 % des voix, contre 20 % aux partis issus de l'ancienne bureaucratie stalinienne. A vrai dire, les ci-devant staliens ne prétendaient nullement être pour le socialisme, mais appelaient à une économie « mixte » (capitaliste) social-démocrate. Cependant, le deuxième Premier ministre de Solidarność, Jan Krzysztof Bielecki (qui devait être remercié peu après), avait raison quand il qualifiait le résultat des élections de « vote contre l'économie de marché ». Les partis de Solidarność perdaient en même temps du terrain sur leur droite, au profit des fascistes de la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN) et du parti cléricale Action catholique (WAC).

Cette débâcle électorale ouvrit une crise gouvernementale qui dura deux mois, jusqu'à ce que les partis rivaux issus de Solidarność et leurs alliés, de droite

La contre-révolution capitaliste plonge l'Europe de l'Est dans la dépression

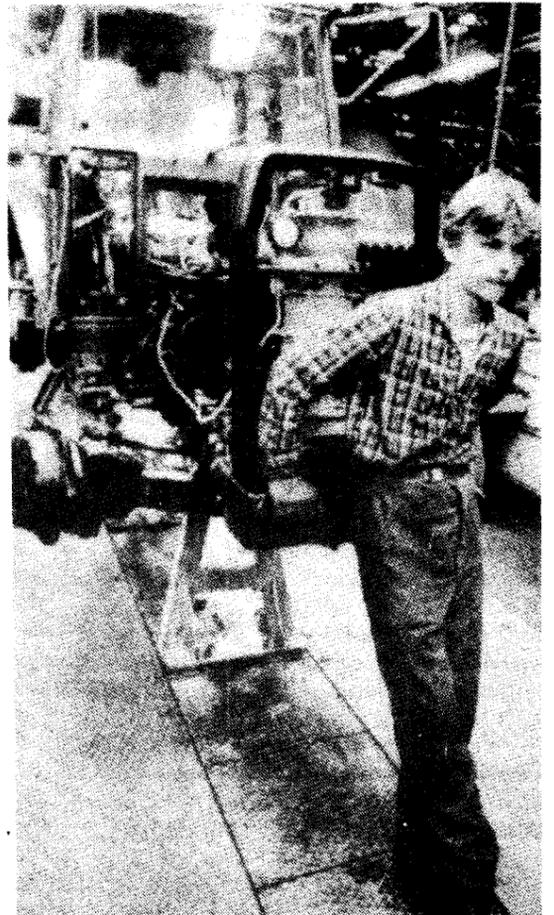
Taux de croissance en pourcentage	1988	1989	1990	Estimation 1991
Bulgarie	2,4	-0,4	-13,6	-20,0
Tchécoslovaquie	2,3	1,0	-1,1	-12,0
Hongrie	0,0	-0,2	-5,0	-7,0
Pologne	4,7	0,5	-12,0	-8,0
Roumanie	-2,0	-7,9	-10,5	-9,0

Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1991



Financial Times

Les régimes contre-révolutionnaires sont en train de détruire l'industrie est-européenne. L'usine d'autobus Icarus en Hongrie (à gauche) et l'usine de tracteurs Ursus en Pologne ont été saignées à blanc par des licenciements en masse.



Sokolowski/AP

arrivent à bricoler un nouveau gouvernement, dont la nomination fut immédiatement saluée dans tout le pays par des grèves contre la montée du chômage et de l'inflation. Le *Chicago Tribune* du 12 janvier citait une jeune femme qui déclarait, à Varsovie : « On entend souvent cette phrase : "C'était mieux sous les communistes". » Afin de regagner son autorité qui s'effrite, le régime de Walesa pourrait bien surenchériser dans la démagogie nationaliste, et pêcher dans les eaux troubles de l'Union soviétique fissurée.

La Pologne et l'irrédentisme, à l'Est et à l'Ouest

L'année dernière, Walesa exhortait en ces termes un groupe d'hommes d'affaires occidentaux en visite en Pologne : « Investissez votre argent en Pologne. Nous ne nous battons pas pour diviser le pays, comme ils le font en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie » (*Guardian de Londres*, 19 avril 1991). La Pologne doit sa « pureté ethnique » actuelle tant vantée aux agissements d'Adolf Hitler puis de Joseph Staline. La Pologne de l'entre-deux-guerres, celle du dictateur fascisant qu'était le maréchal Pilsudski, comptait trois millions de Juifs - 10 % de la population -, ce qui représentait de loin la proportion la plus importante parmi tous les pays du monde. En même temps, Varsovie contrôlait une grande partie de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Lituanie.

Les occupants nazis « purifièrent » la Pologne de sa population juive par le génocide. Et quand l'Armée rouge soviétique eut chassé la Wehrmacht, Staline déplaça physiquement l'Etat polonais vers l'ouest. L'Ukraine occidentale, la Biélorussie occidentale et la totalité de la Lituanie furent incorporées à l'URSS. En retour, on donna à la Pologne la Silésie occidentale, une région qui était restée sous domination allemande depuis l'époque de Frédéric le Grand. En 1945-46, trois millions d'Allemands de souche furent chassés de Pologne, et ceux qui restaient furent soumis à une polonisation forcée. Aujourd'hui, l'effondrement de l'ordre stalinien d'après-guerre en Europe de l'Est a rouvert toutes les questions nationales et de frontières, dans un climat général de chauvinisme et de réaction.

Il existe en Lituanie une importante minorité polonaise, concentrée dans la région autour de la capitale, Vilnius. Composée essentiellement d'ouvriers et

de paysans, cette communauté est considérée et traitée avec mépris par la majorité lituanienne. Un des principaux objectifs des nationalistes du Sajudis - aujourd'hui le parti au pouvoir en Lituanie - est d'éliminer les droits nationaux de la communauté polonaise. Quand la Lituanie faisait encore partie de l'URSS, le gouvernement du Sajudis avait adopté une loi faisant du lituanien la seule langue officielle. Les Polonais, dont la deuxième langue est le russe - la *lingua franca* de l'Union soviétique - étaient ainsi de facto exclus des emplois publics et de l'éducation supérieure. Un des premiers actes du Sajudis après la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie, à l'automne dernier, a été d'abolir les conseils municipaux polonais, en prétendant qu'ils avaient soutenu le coup d'Etat avorté au Kremlin.

Aussi longtemps que les nationalistes lituaniens s'opposaient au Kremlin de Gorbatchev, le régime de Solidarność à Varsovie les soutenait sans réserves au nom de la solidarité anticommuniste. Mais depuis que la Lituanie est devenue indépendante, avec la bénédiction d'Eltsine, les frictions entre Varsovie et Vilnius se sont multipliées. A l'automne dernier, le ministre des Affaires étrangères polonais a repoussé une visite prévue en Lituanie pour protester contre la manière dont la communauté polonaise y est traitée.

Si la situation de la minorité polonaise

opprimée en Lituanie peut devenir un point de ralliement pour les nationalistes réactionnaires polonais, la question silésienne peut être utilisée par l'Etat impérialiste allemand, bien plus puissant et qui réaffirme son pouvoir. Depuis des décennies, les émigrés allemands originaires de Silésie et de Prusse orientale constituaient une force puissante dans la droite ouest-allemande. Aujourd'hui, avec la dislocation de l'ordre stalinien, la minorité allemande de Silésie fait entendre sa voix. Et elle se cherche naturellement un protecteur en la personne du puissant Etat allemand, qui se trouve de l'autre côté de la ligne Oder-Neisse. Quand le chancelier de Bonn Helmut Kohl a visité la Silésie fin 1989, il a été accueilli par des banderoles où on lisait « Helmut, vous êtes aussi notre chancelier ».

Pour le moment, Kohl a réaffirmé de mauvaise grâce que la ligne Oder-Neisse était la frontière germano-polonaise. Cependant, la réunification a provoqué une orgie de chauvinisme allemand, marqué par des agressions meurtrières contre des Polonais et des travailleurs immigrés à la peau sombre. Le régime Kohl a fait la démonstration de sa puissance politique quand il a défié avec succès ses partenaires du Marché commun et Washington dans la guerre yougoslave, en réaffirmant le rôle traditionnel de l'Allemagne comme protecteur de la Croatie contre la Serbie. Et la Pologne est beaucoup plus

Suite page 12



Bulletin Spartacist en russe

Le nouveau Bulletin Spartacist en russe n° 3, « Parti léniniste-tribun du peuple », est dédié à Martha Phillips.

10 francs
Chèques et mandats à l'ordre de :
Le Bolchévick BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Europe de l'Est...

Suite de la page 11

proche, et a pour l'impérialisme allemand une importance historique et stratégique beaucoup plus grande que les Balkans.

La « démocratie » tchèque attise le nationalisme fasciste

Les libéraux et les sociaux-démocrates occidentaux trouvent assez peu goûtable la cuvée actuelle de dirigeants d'Europe de l'Est, qu'il s'agisse de cléricaux-nationalistes comme Walesa et le Hongrois Jozsef Antall ou d'ex-apparatchiks staliniens devenus des démagogues nationalistes, comme Iliescu en Roumanie et Milosevic en Serbie. Une exception notable est le président tchécoslovaque Vaclav Havel – écrivain de talent, homme du monde, homme de bohème et bohémien, et qui se veut humaniste.

Ce modèle de libéralisme dans le vent sert cependant de façade aux agissements de son ministre des Finances Vaclav Klaus, zélateur fanatique de Margaret Thatcher et de Milton Friedman, l'homme qui fut le conseiller économique du tortionnaire chilien Pinochet. Le traitement de choc du « libre marché » administré par le régime Havel-Klaus a attisé le développement du nationalisme slovaque, qui comprend de puissants éléments fascistes, tout comme dans les années 1930 les « démocrates » tchèques Masaryk et Benes, célèbres dans le monde entier et portés au pinacle par la gauche occidentale, avaient attisé le développement du nationalisme pronazi parmi la minorité allemande (sudète) opprimée et du cléricafascisme chez les Slovaques traités en inférieurs.

Depuis la création de la Tchécoslovaquie par les impérialistes occidentaux victorieux au lendemain de la Première Guerre mondiale, la vie politique de ce pays a été façonnée, et à certaines époques dominée, par les tensions entre Tchèques et Slovaques. Bien qu'ils soient tous deux des peuples slaves occidentaux, parlant des langues similaires, les Tchèques et les Slovaques ont des histoires et des cultures politiques différentes. Les Tchèques de Bohême et de Moravie avaient été attirés dans l'orbite économique et culturelle de l'Allemagne de la fin du Moyen Âge. Au 15^e siècle, en Bohême, le mouvement religieux radical dirigé par Jan Huss fut le précurseur de la Réforme protestante en Europe centrale.

Bien que le mouvement hussite ait été réprimé dans le sang, l'autorité de l'Église catholique et romaine resta toujours faible dans les territoires tchèques. A la fin du 19^e siècle, la Bohême et la Moravie connurent un développement industriel considérable qui engendra un prolétariat avec un haut niveau de conscience de classe, et une intelligentsia fière de sa culture humaniste laïque. Après la Révolution bolchévique, la majorité de la social-démocratie tchèque vota l'adhésion à l'Internationale communiste.

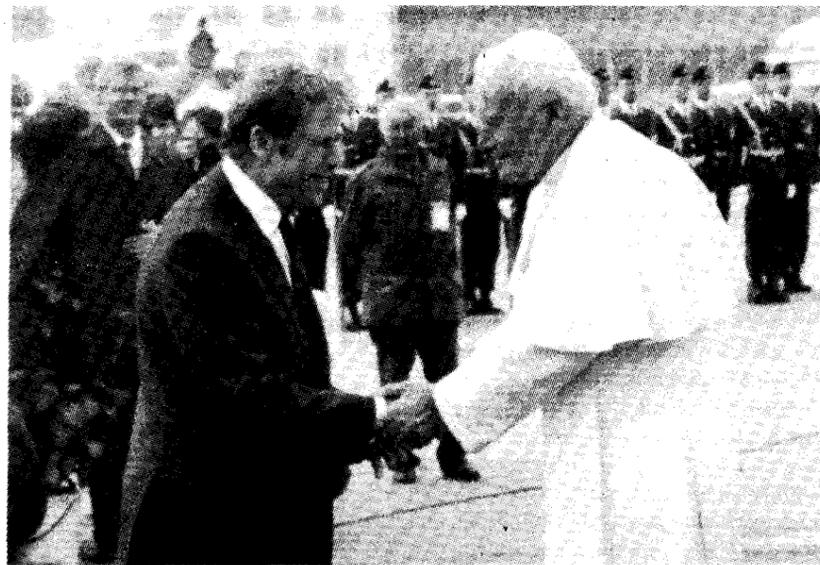
Pendant cette période, la Slovaquie



était demeurée une région rurale, de tradition catholique, qui était dirigée par une noblesse hongroise décadente. Après la formation d'un Etat unitaire en 1919, les Tchèques considéraient avec condescendance leurs pauvres cousins slovaques comme autant de culs-terreux infestés de prêtres. De leur côté, les Slovaques supportaient mal la suprématie des Tchèques méprisants, arrogants et plus riches. A la fin des années 1930, Hitler exploita les ressentiments nationaux des Slovaques, ainsi que de la minorité allemande, pour démembrer l'Etat tchécoslovaque et établir la « république de Slovaquie » cléricafasciste dirigée par Monseigneur Jozef Tiso. Le régime de Tiso devait massacrer 75 000 des 90 000 Juifs de Slovaquie.

Les horreurs de l'occupation nazie eurent pour conséquence un renforcement de la gauche, et en particulier des communistes, à la fois chez les Tchèques et chez les Slovaques. En 1944, une insurrection slovaque dirigée par les communistes fut brisée par les nazis (avec la connivence de Staline). En 1945, le Parti communiste tchécoslovaque remporta une majorité absolue dans des élections parlementaires incontestablement libres. Quand les staliniens prirent le pouvoir, lors du « coup de Prague » de 1948, ils le firent sur la base d'une grève générale et de l'utilisation de milices ouvrières armées (lesquelles, inutile de le dire, étaient maintenues sous un étroit contrôle bureaucratique).

Les tensions entre une Slovaquie relativement arriérée (environ un tiers de la population) et la Bohême-Moravie continuèrent dans l'Etat ouvrier déformé tchécoslovaque de l'après-1948. En fait, ces tensions furent un facteur important dans le fissurage de la bureaucratie stalinienne qui conduisit au « printemps de Prague » de 1968. Le dirigeant de la fraction « réformatrice », Alexander Dubcek – qui promettait un « socialisme à visage humain » – était le premier secrétaire du Parti communiste slovaque. Après



Alors que le marché capitaliste apporte la misère, des manifestants nationalistes slovaques arborent les uniformes et les insignes du régime fascisant de Mgr Tiso (à gauche). Ci-dessus, le président tchèque « libéral » Vaclav Havel accueille le pape polonais de la contre-révolution à son arrivée à Prague.

que l'ordre staliniens eut été rétabli avec l'intervention militaire des forces du bloc soviétique, laquelle visait à empêcher que la situation débouche sur une révolution politique, un effort considérable fut engagé pour faire sortir la Slovaquie de son arriération économique.

Le régime pro-Moscou de Gustav Husak, lui-même slovaque, engagea d'énormes investissements industriels en Slovaquie, intégrant ainsi cette région à l'économie soviétique. On construisit de gigantesques usines pétrochimiques, qui utilisaient du pétrole sibérien à bon marché. Des usines d'armement travaillant pour l'armée soviétique furent construites dans de petits villages slovaques. En 1988, le revenu par habitant de la Slovaquie avait atteint presque 90 % de celui des territoires tchèques, contre 60 % quarante ans auparavant, quand le vieil ordre bourgeois avait été renversé. Aujourd'hui, cependant, la réintroduction du capitalisme a des conséquences catastrophiques, en particulier pour la Slovaquie.

La « révolution de velours » engendre le chômage et le séparatisme slovaque

Malgré la relative prospérité économique de la Tchécoslovaquie, le très répressif régime staliniens y était universellement détesté. A l'automne 1989, avec la chute du gouvernement est-allemand de Honecker et le retrait ostensible du soutien de Gorbatchev à l'homologue à Prague du régime de Berlin, des manifestations de masse et la menace d'une grève générale balayèrent en quelques semaines le régime staliniens. Le Forum civique, formé à la hâte et dont Havel était le dirigeant de premier plan, rassembla sous sa bannière l'opposition « démocratique », et au-delà. Toute l'aile droite de la bureaucratie, dirigée par le Premier ministre gorbatchévien Marian Calfa, passa du côté du Forum civique.

Véritable quintessence de front populaire, le Forum civique comprenait un éventail politique qui allait d'ex-staliniens libéraux comme Dubcek et de pseudo-trotskyistes comme Peter Uhl jusqu'à des cléricaux anticommunistes et des fanatiques du « libre marché » comme Klaus. Le climat d'unité nationale et d'euphorie dura jusqu'aux élections parlementaires de juin 1990, que le Forum civique remporta sans difficultés. (Fait significatif, ce qui restait du Parti communiste fit un score étonnamment bon, devenant le deuxième parti dans les territoires tchèques ainsi qu'en Slovaquie.) Le groupe slovaque du Forum civique, appelé « Public contre la violence » (VPN), devança largement les séparatistes du Parti national slovaque et les chrétiens-démocrates nationalistes. Ceci devait changer rapidement et de façon spectaculaire, les effets économiques de la contre-révolution « démocratique bourgeoise » se faisant bientôt sentir.

A la suite des élections de 1990, l'extrême droite du Forum civique, rassemblée autour du ministre des Finances Klaus, prit l'ascendant dans le nouveau groupe dirigeant. Un élément clé de l'établissement d'un Etat bourgeois fut l'exclusion des emplois publics de tous les anciens responsables du Parti communiste, de la milice ou de la police de sécurité. Sous le slogan de la « lustration » (du latin, qui signifie « sacrifice purificateur »), une chasse aux sorcières a été engagée contre des centaines de milliers d'ex-militants du PC. Le premier « sacrifice », en janvier 1991, fut le ministre de l'Environnement tchèque Borrich Moldan, un dissident de longue date. Il y eut ensuite le procès-spectacle de plusieurs députés libéraux du Forum civique qui avaient signé le manifeste dissident de la Charte 77. Aujourd'hui, ils s'en prennent même à Dubcek.

Le 1^{er} janvier 1991, de concert avec cette purge anti-rouges, le gouvernement de Prague engagea un « traitement de choc » économique sur le modèle polonais. Le traumatisme fut particulièrement sévère en Slovaquie, dont l'économie souffrait déjà de l'effondrement des échanges avec l'Union soviétique. Les usines d'armement qui dominaient la vie économique des petites villes furent fermées pour cause de « non-rentabilité ». Le taux de chômage, nul en 1989, atteignit 10 % à la fin de l'année en Slovaquie, et 4 % en Bohême-Moravie.

La montée du séparatisme slovaque est allée de pair avec la paupérisation des masses. En mars 1991, quand Havel prononça un discours à Bratislava, la capitale de la Slovaquie, il y fut hué par des psychopathes nationalistes de droite qui hurlaient « Retourne à Prague, espèce de Juif ! » (Havel, bien sûr, n'est pas Juif). A peu près à la même époque, le populaire et « populiste » Premier ministre VPN de Slovaquie, Vladimir Meciar, scissionnait d'avec Havel-Klaus et formait un nouveau parti pour « construire l'Etat slovaque » afin de défendre son économie contre les sbires du « libre marché » de Prague. Dans la foulée de la scission du VPN, le dirigeant chrétien-démocrate Jan Carnogursky devint le nouveau Premier ministre de Slovaquie ; un de ses premiers actes fut d'envoyer des télégrammes de félicitation aux régimes sécessionnistes de Slovénie et de Croatie, suite à leurs déclarations d'indépendance vis-à-vis de la Yougoslavie.

Un porte-parole du VPN expliqua la situation : « Quand des pays subissent une crise économique, les peuples deviennent nationalistes » (Washington Post, 28 octobre 1991). La Slovaquie n'a pourtant pas « subi » une crise économique comme s'il s'agissait d'une catastrophe naturelle. C'est là une calamité créée par l'homme, et qui accompagne la restauration du capitalisme. Mais la colère des travailleurs slovaques face à la paupérisation du



A Varsovie, des mineurs manifestent contre le « traitement de choc » dicté par les banquiers occidentaux et administré par Walesa.

« libre marché » est canalisée en direction du nationalisme réactionnaire, symbolisé par la réhabilitation publique du père Tiso, pendu comme criminel de guerre en 1947. A l'inauguration d'une plaque commémorative sur la maison natale de Tiso, en décembre dernier, le Premier ministre slovaque Carnogursky prit la défense de ce criminel de guerre cléricofasciste en ces termes: « Une opinion largement partagée est que Tiso a été un frein à une germanisation encore plus grande. »

A la différence de ce qui s'était passé en 1939, les séparatistes slovaques n'ont pas sous la main l'armée impérialiste allemande pour les installer au pouvoir. L'état d'esprit actuel des masses tchèques semble être: si les Slovaques veulent s'en aller, bon débarras. Il n'est cependant nullement acquis que la division de l'Etat tchécoslovaque en entités nationales se passe pacifiquement. En outre, les nationalistes slovaques pourraient bien se rendre compte que leurs ennemis les plus dangereux ne sont pas les Tchèques, mais leurs anciens maîtres les Hongrois.

La Hongrie au centre de l'irréductibilité en Europe centrale

Les Hongrois sont présentement 700 000 en Tchécoslovaquie, deux millions en Roumanie et 500 000 en Yougoslavie. Sur quatre Hongrois de souche, un vit hors des frontières de la Hongrie. La cause fondamentale de cet état de choses est que la Hongrie a eu la malchance d'être du côté des vaincus dans les deux guerres mondiales. Après la Première Guerre mondiale, quand l'empire des Habsbourg fut démantelé, la Hongrie perdit au profit de la Roumanie davantage de territoires que ce qui restait à l'Etat-peau de chagrin magyar. Avant 1918, la capitale actuelle de la Slovaquie, Bratislava, était connue sous son nom hongrois de Pozsony, et la majorité de ses habitants étaient hongrois.

Les effets traumatisants de la défaite subie pendant la guerre, renforcés par l'indignation nationale suscitée par la manière dont le pays avait été traité par les impérialistes occidentaux « démocratiques » victorieux, donnèrent naissance à l'éphémère république des soviets hongroise de 1919. Son principal dirigeant, Bela Kun, était prisonnier de guerre en Russie quand il fut gagné à la cause du bolchévisme. Une contre-révolution sanglante, dont le fer de lance fut l'armée roumaine, renversa la république des soviets et installa au pouvoir la dictature fasciste de l'amiral Horthy. La terreur blanche horthyste provoqua des pogromes dans lesquels périrent des milliers de Juifs. Depuis la contre-révolution de 1919-20 jusqu'à la contre-révolution de

1989, antisémitisme et anticommunisme ont été intimement liés en Hongrie, comme dans le reste de l'Europe de l'Est.

Dans les années 1930, le régime horthyste s'aligna sur l'Allemagne nazie, et les Croix fléchées hongroises combattaient aux côtés des Waffen-SS quand Hitler déclencha l'opération-Barbarossa contre l'Union soviétique, en 1941. Quatre ans plus tard, l'Armée rouge écrasait la Wehrmacht de Hitler et libérait la Hongrie du cauchemar du fascisme. En 1947-48, les stalinien, réagissant aux pressions de l'impérialisme américain, réalisèrent en Europe de l'Est une révolution sociale par en haut, bureaucratiquement contrôlée.

Les déformations furent particulièrement sévères en Hongrie. Même par rapport aux normes de ce qu'on appellera plus tard par euphémisme « l'époque du culte de la personnalité », le régime de l'archi-stalinien Rakosi était exceptionnellement sanguinaire, y compris pour les communistes eux-mêmes. Avec le « dégel » de l'après-Staline en Union soviétique, l'appareil totalitaire de l'Etat policier qui protégeait Rakosi et ses sbires se fissura. En octobre 1956, une insurrection populaire éclata contre le régime honni, et des conseils ouvriers prirent de facto le pouvoir à Budapest et dans les autres grandes villes. Mais cette révolution politique prolétarienne, à laquelle manquait une direction internationaliste bolchévique, fut écrasée par l'intervention directe de l'armée soviétique, intervention à laquelle répondit une grève générale de plusieurs mois.

Après avoir réprimé la révolution, le Kremlin installa au pouvoir le stalinien libéral Janos Kadar, qui avait été emprisonné et torturé sous Rakosi. Au début des années 1960, Kadar chercha à s'assurer le soutien de la population, ou du moins à s'en faire accepter, en améliorant le niveau de consommation (le « communisme du goulasch ») et en assouplissant le contrôle exercé sur la vie intellectuelle et culturelle. Afin d'augmenter les échanges économiques avec l'Europe de l'Ouest, en 1968 les stalinien de Budapest introduisirent dans l'économie une forte dose de décentralisation et de mécanismes de marché. Au cours des deux décennies suivantes, ce « socialisme de marché » conduisit à la fragmentation de la bureaucratie et à l'émergence d'une classe relativement importante de petits entrepreneurs capitalistes.

En 1989, la bureaucratie hongroise, minée par des luttes fractionnelles, s'est totalement désintégrée en tant que force politique. Etant donné que le parti stalinien n'existait quasiment plus en Hongrie, et que la classe ouvrière demeurait politiquement passive, les forces de la contre-

révolution se sont divisées en factions violemment hostiles - les Libéraux démocrates et le Forum démocratique - avant même d'arriver au pouvoir.

Les Libéraux démocrates représentent essentiellement l'intelligentsia tournée vers l'Occident de Budapest, dont une partie est d'origine juive. Ils sont favorables à la restauration rapide de la propriété capitaliste, et à une totale intégration politique et économique de la Hongrie à l'Europe de l'Ouest. En un mot comme en cent, les dirigeants Libéraux démocrates sont des aspirants euraocrates qui brûlent d'entrer dans le cénacle politique du Marché commun. Le Forum démocratique est au contraire fortement marqué par le cléricofascisme. Son dirigeant, Jozsef Antall, appelle à revenir aux valeurs « chrétiennes » et à une « nation hongroise unie ». Les élections d'avril 1990 ont été dominées par les attaques antisémites du Forum démocratique contre les Libéraux démocrates.

Le programme du Forum démocratique, qui a remporté ces élections, déclare: « La Hongrie doit accepter la responsabilité de la situation des minorités hongroises qui vivent hors de ses frontières, et une attention constante au sort de ces minorités doit faire partie intégrante de la stratégie nationale globale » (*East European Reporter*, printemps-été 1990). Le gouvernement de Budapest a créé un office ministériel pour conduire cette « stratégie nationale ».

Les porte-parole de la communauté hongroise de Slovaquie - environ 12% de la population - demandent l'autonomie si la région fait sécession d'avec la Tchécoslovaquie. Sachant qu'il n'est guère probable que les nationalistes slovaques accordent une telle autonomie, un Etat slovaque nationaliste entrerait immédiatement en conflit avec la Hongrie.

Un tel conflit existe déjà entre Budapest et Bucarest au sujet des Hongrois de Transylvanie. Le soulèvement populaire de 1989 contre le despote sanguinaire et mégalomane Ceausescu a été marqué par l'unité des Magyars et des Roumains. Cependant, depuis cette époque, la montée du nationalisme roumain a conduit à de violentes attaques contre les Hongrois et contre les Tsiganes. En mars 1990, des bandes de Roumains armés de pioches et de fourches s'en prenaient à des Hongrois qui manifestaient pour leurs droits linguistiques dans la ville de Tirgu Mures, en Transylvanie; six personnes furent tuées.

Un certain nombre des revendications que le régime de Budapest adresse à la Roumanie - comme la réouverture des écoles hongroises fermées par Ceausescu, et le bilinguisme dans les documents officiels - sont en elles-mêmes des droits

démocratiques et nationaux légitimes. Mais Antall et Cie présentent aussi des revendications antidémocratiques, comme d'interdire à des Roumains de s'installer dans les villages dont la majorité des habitants sont hongrois. La création de ghettos magyars en Transylvanie ne pourrait que perpétuer et aggraver les antagonismes communautaires. En attendant, la situation sur la frontière des Carpates est explosive.

Le conflit entre la Hongrie et la Roumanie s'est jusqu'ici déroulé sur le plan diplomatique. En Yougoslavie, où une importante minorité hongroise vit dans la région septentrionale de Voïvodine, le régime Antall a fait un pas supplémentaire. Les Hongrois ont ici derrière eux (comme en 1914 et en 1939) la grosse artillerie de l'impérialisme allemand. Budapest a ainsi livré des armes au régime sécessionniste croate qui combat les Serbes et l'armée yougoslave, et Antall envisage que la Voïvodine « puisse un jour » être rattachée à la Hongrie. Un jour, autrement dit après une guerre avec la Serbie, si la Hongrie est victorieuse.

Le fait que la Hongrie puisse dans un avenir proche se retrouver en guerre avec trois de ses voisins montre quel genre de nationalisme belliqueux a été déchainé par la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est, et en constitue la force motrice. De telles tendances seront inévitablement attisées par les manœuvres et les interventions des puissances impérialistes occidentales, qui seront de plus en plus des rivaux hostiles se disputant les dépouilles de l'Europe de l'Est « post-communiste » en pleine dislocation. Mais même si de telles guerres pouvaient être évitées d'une façon ou d'une autre, le triomphe du « principe national » dans le nouvel ordre « démocratique » signifierait pour des millions de membres de communautés minoritaires dispersées dans tous les pays d'Europe de l'Est (et pratiquement partout ailleurs dans le monde moderne) une existence de parias, ou pire encore.

La lutte révolutionnaire contre la paupérisation du « libre marché » doit être indissolublement liée à la lutte contre toutes les formes de nationalisme, contre l'antisémitisme, contre les attaques contre les Tsiganes et les travailleurs immigrés, contre l'obscurantisme religieux. Il faut reforgé en Europe de l'Est des partis authentiquement communistes, attachés aux principes révolutionnaires de Lénine, de Trotsky, de Rosa Luxemburg et de Khristian Rakovsky!

- Traduit de Workers Vanguard n° 547
(La deuxième partie de cet article sera consacrée au stalinisme, au nationalisme et à la contre-révolution dans les Balkans.)

Etudiants...

Suite de la page 16

Très vite, le mouvement étudiant s'est heurté aux forces de répression de l'Etat bourgeois. A l'issue de la manifestation du 20 mars, les flics chargent. *Libération* (20-21 mars) parle de « 43 personnes interpellées ». Pour Mitterrand, la « paix sociale » c'est le non-lieu pour Touvier, la réhabilitation de Vichy et la matraque pour les étudiants, les manifestants antifascistes, les infirmières, les grévistes de Renault et les jeunes issus de l'immigration.

C'est le devoir du mouvement ouvrier, de tous ceux qui ont lutté contre le projet Jospin de se mobiliser contre ces attaques. Mais les dirigeants du mouvement étudiant - autant d'organisations qui portent la responsabilité d'avoir appelé à voter Mitterrand - ont préféré couvrir d'une façon ou d'une autre la répression. *Rouge* du 26 mars, le journal de la LCR, attribue la responsabilité des arrestations à « un petit groupe désireux d'en « découdre avec les flics » », sans un mot pour défendre les étudiants réprimés. *Informations*

ouvrières, du PT/AJR, ne mentionne pas les arrestations dans son article du 25 mars relatant la manifestation, pas plus que *l'Humanité* qui, le 21 mars, parle des « incidents qui ont opposé, à Paris, en fin de manifestation, quelques dizaines de provocateurs aux forces de police ». La Ligue trotskyste sera la seule organisation politique à chercher à mobiliser en défense des victimes des flics.

Ces directions ont poussé la veulerie encore plus loin. Tout désireux de liquider un mouvement qui pouvait embarrasser un pouvoir en pleine crise politique, elles ont, lors de la manifestation du 7 avril, laissé à eux-mêmes, sans service d'ordre face à un imposant dispositif policier, un millier d'étudiants combattifs, frustrés d'avoir à terminer une manifestation menée au pas de charge. Alors que les manifestants sifflaient l'appel à la dispersion, ces « responsables » ont tout simplement planté là les étudiants et filé à Jussieu, à la réunion de la coordination interfac où, le soir même, ils achevaient leur sale boulot de cassage du mouvement en faisant éclater la réunion. Bilan: une violente charge de police, de nouvelles arrestations et inculpations.

Toute lutte se heurte à un gouvernement aussi répressif que faible. Ceux qui aujourd'hui sont obligés de prendre leurs distances à l'égard de sa majesté Mitterrand trop discréditée (qu'ils ont eux-mêmes mis au pouvoir!) ne cherchent qu'à préparer de nouvelles alliances de collaboration de classes - c'est-à-dire de nouvelles défaites pour la classe ouvrière et les opprimés. Seul un programme révolutionnaire intransigeant peut offrir une perspective de victoire.

Le gouvernement en crise mortelle veut assurer la « paix sociale » indispensable à l'impérialisme français afin de faire face à la concurrence entre les divers impérialistes, une concurrence exacerbée par la crise économique et leurs appétits à dépecer l'Europe de l'Est. Une concu-

rence économique qui porte en elle les germes des futurs affrontements militaires entre les pays impérialistes, guerres dans lesquelles la jeunesse servira de chair à canon.

Comme nous l'écrivions dans notre tract distribué notamment lors de la manifestation du 7 avril, « le système éducatif du capitalisme pourrissant est destiné non à dispenser une éducation de qualité, mais à répondre aux besoins d'un système de production basé sur le profit. Il faut lier les luttes de la jeunesse à celles de la classe ouvrière, pour faire rendre gorge à Mitterrand! Ce qui est nécessaire, c'est un Mai 68 qui aille jusqu'au bout! Pour un gouvernement ouvrier! Une seule solution, la révolution! »

Rejoignez notre combat!

POUR CONTACTER LA LTF

Paris
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél: 42 08 01 49

Rouen
Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél: 35 73 74 47

Lyon
Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07

JCR...

Suite de la page 7

«L'échec du coup d'Etat d'août dernier est une victoire démocratique pour "ceux d'en bas" sur une partie de la clique dirigeante. Pour la première fois depuis l'avènement du stalinisme, les travailleurs des républiques soviétiques ont su contrer une manœuvre visant à les priver, une fois de plus, de leur droit à décider.» Ceci, en passant sous silence le rôle décisif d'Eltsine et de ses maîtres impérialistes dans le contre-coup (dont vous attribuez la victoire à de soi-disant «travailleurs»), falsifie les faits pour couvrir votre soutien à la contre-révolution. Ceux qui, lors du «putsch» d'août, se sont rassemblés derrière Eltsine étaient avant tout des nationalistes, des spéculateurs, des étudiants, des fascistes ou des prêtres : les troupes de choc de la contre-révolution capitaliste.

Il était donc logique de votre part de refuser, sous des prétextes fallacieux (voir le courrier que vous nous avez adressé le 4 février), de participer au rassemblement de front unique auquel nous avons appelé sur le mot d'ordre «A bas la contre-révolution des Eltsine/Bush/Mitterrand!» début février, au moment de la venue d'Eltsine à Paris. Ce rassemblement s'inscrivait dans le cadre du travail de la LCI en URSS pour écraser la contre-révolution au travers de la révolution politique et offrait donc un pôle prolétarien à ceux qui veulent s'opposer à la contre-révolution capitaliste en Union soviétique.

Comme le disait Cannon, ceux qui sont défaitistes en URSS sont défensistes chez eux. En ce qui vous concerne, cela se traduit par votre ligne politique front-populiste. C'est dans ce cadre que se situe votre campagne pro-Habache. En rien anti-impérialiste, elle vous permet de courtiser une aile de la social-démocratie (elle-même au service d'une aile de la bourgeoisie qui veut ressusciter la «politique arabe» de l'impérialisme français) – les Chevènement et autres Cheysson avec qui vous avez été finalement en bloc politique contre la guerre «américaine» dans le Golfe.

Pour en revenir à Georges Habache, votre héros de la lutte de libération nationale palestinienne, et au FPLP qui représente, d'après vous, «ce qu'il y a de meilleur dans la résistance palestinienne». Vous utilisez comme critère et argument pour étayer cela qu'«aujourd'hui encore le FPLP est à la pointe du combat contre les négociations sous égide des USA et le bradage de la lutte par la direction de l'OLP». Cela laisse entendre que la soi-disant opposition de Habache au bradage de la lutte par la direction de l'OLP est suffisante pour se voir décerner un label d'anti-impérialisme. Pour notre part, en tant que marxistes, nous pensons qu'il faut s'opposer à ce nouveau crime de la direction de l'OLP, mais que le programme sur lequel cette opposition se construit est déterminant pour décerner un tel label. Dans ce cadre, nous comprenons parfaitement que vous passiez sciemment sous silence qu'aujourd'hui votre brillant héros est dans un bloc politique avec le mouvement islamiste intégriste de Hamas. Ce bloc n'a rien de surprenant. Déjà, le FPLP et le FDPLP s'étaient joints à l'appel pour une grève générale lancé par Hamas pour le 29 novembre 1989 (voir *Inprecor* n°282). Hamas est issu de l'organisation cléricalfasciste des Frères musulmans, devenue particulièrement importante en Egypte à la fin des années 40. Sous le mot d'ordre «communisme = athéisme = libération des femmes».

D'ailleurs, votre camarade Salah Jaber y fait référence, dans le numéro 340 d'*Inprecor*, dans son article intitulé «Conférence de paix ou partie de poker menteur?» (que vous trouverez ci-joint). Nous ne doutons pas un instant que les militants des JCR liront aussi avec intérêt la déclaration «Nous n'irons pas à Madrid» publiée à la suite de l'article de

Jaber dans *Inprecor* et qui donne la base sur laquelle l'alliance entre Habache, le FPLP et Hamas s'est cimentée. C'est le nationalisme antiouvrier du FPLP qui l'amène à s'allier aux pires forces réactionnaires, ce qui mène inévitablement à l'écrasement de la classe ouvrière. D'ailleurs, Salah Jaber, un de vos spécialistes sur cette question toujours à la traîne de nationalistes soi-disant de gauche et aujourd'hui bien désemparé, se sent bien obligé de noter dans *Inprecor* n° 340 que Hamas «n'hésitera pas à liquider celle-ci [la gauche] dès qu'il le jugera possible et opportun. Le Parti communiste libanais l'a appris à ses dépens au cours de la résistance contre l'occupation israélienne en 1982-1985». Il aurait très certainement été fort douloureux mais ô combien de



La banderole de la LTF à la manifestation «anti-guerre» du 12 janvier 1991.

circonstance pour Jaber de citer l'exemple concret de la révolution iranienne où ce style de bloc a permis à la réaction islamiste de s'emparer du pouvoir et de s'attaquer férocelement au mouvement ouvrier, aux femmes, à tout ce qui a à voir avec le progrès social, et bien évidemment aux sections du SU qui ont versé leur misérable écot pour le porter au pouvoir.

Toutes les prétentions que vous affichez à être les meilleurs combattants de l'émancipation des femmes s'écroulent lamentablement devant votre soutien politique à Habache. En effet, les femmes palestiniennes, nombreuses à être en première ligne du mouvement, sont quotidiennement victimes de la terreur de Hamas. Comme nous l'écrivions dans notre article du *Bolchévik* n° 117 «Libération nationale et révolution permanente – Les Palestiniennes et l'Intifada»: «Pendant les années 1980, Hamas a établi une base dans la bande de Gaza, qui pour les Palestiniens qui y vivent n'est guère plus qu'un vaste et misérable camp de concentration. Comme l'explique un habitant: "Leur principale activité à Gaza est de tenir les manifestants à distance des mosquées, et d'assurer que les femmes se couvrent la tête." Hamas a lancé une campagne d'intimidation pour obliger les femmes à porter à nouveau le hijab (le foulard islamique) ainsi que les longs et stricts vêtements qu'on appelle les tenues de la charia, et qui ne faisaient pas partie de l'habillement traditionnel des palestiniennes. Comme le raconte Rema Hamani dans "Les femmes, le hijab et l'Intifada" (Middle East Report, mai-août 1990), avec le début de l'Intifada, "cette pression sociale s'est transformée en une campagne active pour imposer le hijab à toutes les femmes. En décembre 1988, un an après le déclenchement de l'Intifada, il était devenu presque impossible pour des femmes de sortir dans la rue à Gaza sans avoir la tête couverte d'une façon ou d'une autre"».

En fait, le cœur du problème c'est qu'il n'y a rien qui différencie au niveau qualitatif les différentes tendances de l'OLP. Leurs programmes expriment sous différentes formes une perspective nationaliste bourgeoise qui vise à l'établissement d'un Etat (ou plutôt mini-Etat) capitaliste palestinien. Dans les positions de la bande du FPLP dans les territoires occupés,

on trouve que la perspective du FPLP est l'établissement d'un Etat démocratique. Le mot laïque étant y compris abandonné dans le cadre du bloc avec Hamas. Cela s'inscrit parfaitement dans la continuité des positions défendues par le FPLP depuis son origine. Dans les années 70, Habache était un nationaliste fanatique qui poussa la logique du nationalisme à sa conclusion de génocide et de terrorisme indiscriminé. L'attentat, acte terroriste indéfendable, en mai 1972 à l'aéroport de Lod près de Tel-Aviv, en est une illustration parfaite. Trois membres de l'«armée rouge» japonaise sont entrés dans le hall des voyageurs, ont sorti des mitrailleuses et des grenades de leurs valises et ont criblé la foule de balles et de grenades. Vingt-huit personnes ont été

où les Palestiniens étaient assiégés dans Beyrouth, fit appel aux troupes impérialistes pour soi-disant protéger les Palestiniens... La stratégie de ces nationalistes (qui ne cherchent qu'à faire pression sur les différents Etats bourgeois arabes pour qu'ils fassent pression sur les impérialistes pour qu'ils fassent pression sur les sionistes...) représente – de Septembre noir à Tell-el-Zaatar – des dizaines d'années de défaites sanglantes pour les Palestiniens, ce qui les a démoralisés et a pavé la voie à Hamas.

Vous défendez, dans *l'Egalité* n°7 (décembre 1991), «[...] la constitution d'un Etat palestinien, laïque, démocratique, respectant les droits de toutes les minorités [...]». La perspective d'une «Palestine laïque démocratique» nie que le peuple de langue hébraïque soit une nation avec le droit à l'autodétermination. Au lieu de cela, le peuple de langue hébraïque est traité comme une communauté religieuse similaire aux musulmans ou aux chrétiens. Et pour nous, cette doctrine qui veut qu'une nation qui en opprime une autre perde son droit à l'existence n'a rien de commun avec le socialisme ou avec la démocratie; c'est l'idéologie de l'irréductible génocide. La création de l'Etat d'Israël en 1948 a été un crime historique contre le peuple arabe palestinien, et par conséquent une violation du droit d'autodétermination. Mais assurer la justice nationale pour les Palestiniens ne signifie pas renverser les termes de l'oppression et nier les droits démocratiques du peuple de langue hébraïque. Dans le cadre capitaliste, il ne peut y avoir de solution qui garantisse les droits démocratiques à deux peuples interpénétrés sur un même territoire. La base de la position léniniste sur la question nationale, la seule position démocratique conséquente, c'est que toutes les nations ont un droit à l'autodétermination. Aujourd'hui, la lutte pour les droits démocratiques de tous les peuples du Proche-Orient et pour la survie et l'émancipation nationale des Palestiniens doit nécessairement balayer le royaume hachémite de Jordanie et les bonapartistes baassistes sanglants de Syrie, abattre la structure féodale pourrie du Liban et démanteler l'Etat sioniste. Cette lutte doit placer le prolétariat révolutionnaire, avec son parti d'avant-garde, à la tête des exploités et des opprimés, et elle ne peut trouver son achèvement qu'à travers une fédération socialiste du Proche-Orient.

Pour conclure, nous tenons à réaffirmer les derniers points de notre courrier du 18 février: «Pour nous, comme pour Lénine, Trotsky ou Cannon, la démocratie ouvrière est un principe que nous sommes farouchement déterminés à faire respecter dans le mouvement ouvrier, pour nous-mêmes comme pour les autres, parce que c'est un principe indissociablement lié à notre combat pour la révolution socialiste. Tous ceux qui, à l'instar des gangsters sociaux-démocrates et staliniens, violent la démocratie ouvrière s'opposent de ce fait à ce que le prolétariat puisse accéder à la conscience de sa tâche historique, révolutionnaire, de prendre le pouvoir.»

Salutations communistes.

Pour la LTF,
Gérard Lenny

LE BOLCHEVIK ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international
Algérie : 30 DA – Maroc : 20 DH – Tunisie : 3 000 m

Nom _____ Tél _____
Adresse _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Touvier...

Suite de la page 16

quelques semaines, *le Monde* révélait ainsi que le candidat tête de liste du Front national dans le Loiret, un certain Paul Malaguti, était en 1944 un tué de la Gestapo de Cannes, et qu'identifié par la Sécurité militaire dans un camp de prisonniers en mai 1945, il avait été laissé en liberté à condition de s'engager dans la Légion étrangère pour aller combattre en Indochine, avant de s'engager dix ans plus tard, aux côtés de Le Pen, dans le combat pour l'« Algérie française » ! Vengeance pour les victimes des Touvier, Papon et Bousquet ! A bas la chasse aux sorcières anticomuniste contre Boudarel !

L'entreprise de révisionnisme historique des juges de la chambre d'accusation, à peine moins grossière que la négation de l'Holocauste par les crapules fascistes de l'école Faurisson, n'est évidemment pas étrangère aux sinistres progrès d'un mouvement fasciste qui revendique ouvertement l'héritage antisémite et anticomuniste de Vichy. Inquiétant signe des temps, une semaine auparavant, à Strasbourg, la police avait repoussé brutalement une délégation de survivants des camps de la mort qui demandaient à être reçus au Parlement européen, et les avait obligés à remonter dans des cars sous la menace des matraques.

Mais ce véritable éloge du pétainisme au nom de l'anticommunisme se situe aussi dans la droite ligne des « réhabilitations » des alliés fascistes locaux du Troisième Reich par les régimes contre-révolutionnaires d'Europe de l'Est. Les nationalistes violemment antisoviétiques qui tiennent le haut du pavé dans tous les ex-Etats ouvriers d'Europe de l'Est peuvent aujourd'hui impunément se réclamer du régime clérical-fasciste de Mgr Tiso en Slovaquie, des « Frères de la forêt » nazis des Pays baltes ou des « oustachis » croates, dont la bestialité offusquait les SS eux-mêmes. Dans la nouvelle histoire « officielle » anticomuniste, tous ces nervis fascistes sont aujourd'hui présentés comme de nobles et purs chevaliers de la « liberté », sans d'ailleurs que les idéologues de la « France des droits de l'homme » y trouvent le moins du monde à redire. (Du côté de l'« extrême gauche », les camarades de Krivine ont même osé publier dans leur revue *International Viewpoint*, le 18 septembre 1989, une apologie des « Frères de la forêt » !)

Les apologistes du régime de Pétain ne voient évidemment pas pourquoi cette logique révisionniste de la « mort du communisme » ne pourrait pas franchir un « rideau de fer » qui a cessé d'exister.

Vichy : l'antisémitisme et le fascisme français au pouvoir

Il est cependant un point où les idéologues de la bourgeoisie française qui choisissent d'absoudre Vichy au nom de l'anticommunisme rejoignent ceux qui continuent à colporter le vieux mythe gaullo-stalinien comme quoi le pétainisme n'aurait été qu'un régime d'« abandon national » obéissant lâchement aux diktats de ceux qu'ils nommaient avec un mépris chauvin les « Boches » : dans les deux cas, il reste nécessaire de nier que Vichy ait mené sa propre politique de persécutions antisémites.

La vérité, c'est qu'en juillet 1940, la bourgeoisie française tenaillée par la peur d'une insurrection ouvrière avait confié les rênes de son appareil d'Etat à Pétain et à une clique bigarrée de fascistes, d'officiers et de hauts fonctionnaires – un régime bonapartiste sénile avec pour chef suprême le maréchal Pétain – pour appliquer, à l'ombre des baïonnettes nazies, un programme réactionnaire spécifiquement français, où l'anticommunisme et l'antisémitisme figuraient en bonne place. Comme l'écrivent O. Paxton et R. Marrus dans leur remarquable ouvrage, récemment réédité, *Vichy et les Juifs*, dès le début (le premier « statut des

Juifs » est adopté en octobre 1940) « Vichy installait un antisémitisme concurrent ou rival plutôt qu'il ne se mettait à la remorque de l'antisémitisme allemand ». Cette rivalité ne s'atténua sensiblement qu'après la mise en place définitive de la « solution finale » par Hitler en janvier 1942, la France de Vichy s'empressant alors de livrer elle-même ses Juifs aux usines à tuer nazies.

La quasi-totalité des 75 000 Juifs déportés de France avaient été fichés et arrêtés par la police française avant d'être entassés dans des wagons à bestiaux en partance pour Auschwitz et Buchenwald. Les autorités françaises, entre autres abominations, firent pression sur les autorités allemandes pour envoyer sans attendre dans les camps de la mort les enfants juifs de moins de 16 ans, dont l'extermination était considérée par les nazis comme une priorité moins urgente. Mais on connaît peut-être moins une autre mesure prise par Vichy pour la « régénération de la race française », et à laquelle les nazis n'eurent aucune part : la décision de laisser délibérément mourir de faim des dizaines de milliers de malades internés dans les asiles d'aliénés.

La Milice : les SS de Pétain

Après la défaite décisive infligée par l'Armée rouge aux armées nazies à Stalingrad au cours de l'hiver 1942-43, la bourgeoisie française commença peu à peu à se détourner d'un régime qui avait lié son sort à la fortune des armes hitlériennes. C'est précisément à cette époque, fin janvier 1943, que le régime de Vichy constitua sa « Milice », l'équivalent français des SS – une bande de tueurs « d'élite » recrutant exclusivement des fascistes. Le chef de la Milice, Darnand (qui devint secrétaire d'Etat à l'Intérieur), désignait sans ambages l'ennemi : « Un plan d'insurrection armée existe et la France risque d'être bolchevisée. Car les communistes transformés en patriotes se sont assurés l'étonnante complicité des bourgeois gaullistes, des militaires revanchards et de tous les admirateurs de la démocratie du désastre. LA MILICE A POUR PREMIERE TACHE D'ABATTRE LE COMMUNISME » (cité dans J. Delperrié de Bayac, *Histoire de la Milice*).

Depuis sa création (au début de 1943) jusqu'à l'effondrement de Vichy pendant l'été 1944, la Milice mena jusqu'au bout avec une férocité bestiale, aux côtés des bouchers nazis, sa lutte contre une Résistance en qui elle voyait « l'avant-garde française des hordes motorisées de l'Armée rouge ». De leur côté, les maquisards des Francs-tireurs et partisans (FTP) dirigés par le PCF et tous les militants communistes étaient conscients et fiers de représenter dans la France occupée l'avant-garde du combat titanique que l'Armée rouge et d'autres héroïques détachements de partisans menaient, sur le front de l'Est, pour écraser les hordes nazies et ses auxiliaires fascistes. Et beaucoup de communistes, à l'instar des héroïques combattants internationalistes des Francs-tireurs et partisans – Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI), pensaient effectivement qu'ils se battaient aussi pour libérer les peuples de toute l'Europe du joug de bourgeoisies qui n'avaient pas hésité à plonger l'Europe dans la barbarie de la guerre et du fascisme pour maintenir leur règne d'exploitation et d'oppression.

Pourtant, la politique suivie à l'époque de la « Libération » par la direction du PCF était à l'opposé de cette exigence de libération sociale pour laquelle tant de militants communistes, français et étrangers, avaient donné leur vie. Depuis 1942, la direction Thorez-Duclos avait conclu, sous l'égide de Staline, une alliance de collaboration de classes qui la subordonnait politiquement à la bourgeoisie « résistante » incarnée par de Gaulle. Le programme de cette alliance était, après avoir chassé les « Boches » du sol sacré de la « patrie », de restaurer l'Etat bourgeois « démocratique » et la domination

du capital – ce qui fut fait notamment en désarmant les FTP et en écrasant dans le sang les révoltes des peuples colonisés, comme à Sétif le 8 mai 1945.

Il fallait une révolution sociale pour faire justice des crimes de Vichy

En 1944, avec une bourgeoisie qui s'était scandaleusement enrichie en affamant le peuple pour le compte des bourreaux nazis, et qui avait mis son appareil d'Etat au service de la machine à tuer hitlérienne, une révolution sociale n'était pas seulement rendue possible par l'effondrement du régime de Pétain, elle était aussi le seul moyen de faire justice des crimes de Vichy. C'est une telle perspective que défendaient les trotskystes du Parti communiste internationaliste, qui écrivaient dans le numéro spécial de leur journal *la Vérité* du 11 août 1944 : « Hitler s'effondre. Les Américains approchent de Paris. La classe ouvrière doit mettre à profit la situation et passer à l'action pour assurer elle-même sa libération contre le fascisme et la réaction, contre la terreur et la dictature, contre ses exploités capitalistes. »

Seule une révolution sociale aurait permis de vider l'abcès purulent des crimes impunis de Vichy qui continuent, un demi-siècle plus tard, à infecter la société française. A titre de comparaison et d'exemple, on peut constater qu'en Allemagne de l'Est, une dénazification véritable fut rendue possible par la destruction de l'appareil d'Etat nazi par l'Armée rouge victorieuse, puis par l'expropriation de la bourgeoisie allemande (en dépit du fait que cette révolution sociale se fit par le haut, donnant naissance à un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé). Dans la future Allemagne de l'Ouest, au contraire, la « dénazification » n'inquiéta aucunement la plupart des criminels de guerre qui n'avaient fait que « servir l'Etat » sous Hitler et continuèrent à le faire, avec un zèle ravivé par l'anticommunisme de la guerre froide, sous Adenauer et ses successeurs. (Aujourd'hui, après l'Anschluss contre la RDA, les maîtres du nouveau Quatrième Reich « vengent » les criminels nazis justement condamnés après la guerre dans l'Etat ouvrier est-allemand en s'acharnant sur les anciens combattants antifascistes qui dirigeaient la RDA, comme Honecker et Erich Mielke.)

En France, l'« épuration » épargna presque totalement l'appareil d'Etat, et les rares responsables de Vichy jugés le furent en tant que « traîtres à la patrie ». Ainsi Maurice Papon, secrétaire général de la préfecture de la Gironde directement responsable de la déportation de 1 700 Juifs, fut-il nommé en août 1944 directeur de cabinet du nouveau préfet nommé par de Gaulle, après avoir rectifié lui-même un rapport défavorable établi contre lui par le comité d'épuration. Quant à René Bousquet, chef de toutes les polices de Vichy d'avril 1942 à décembre 1943, jugé en 1949 et condamné à cinq ans de « dégradation nationale », il en fut aussitôt relevé pour « faits de résistance » !

La répression fut cependant beaucoup plus sévère à l'encontre des miliciens, brutes fascistes dépravées à la solde des nazis, haïs et méprisés par tout le monde et qui pouvaient être sacrifiés sans dommage pour la bonne reconstruction de l'Etat bourgeois. « Miliciens assassins, fusillés de demain », répétait alors comme une litanie la radio de Londres. En particulier dans les départements où une terrible guerre civile avait opposé à la Libération la Résistance aux armées nazies en retraite et à la Milice, une quantité assez considérable de miliciens furent alors condamnés et exécutés. Touvier lui-même, en fuite, fut condamné deux fois à mort par contumace, en 1946 et 1947.

Le châtement même de ces psychopathes fascistes de la pire espèce se heurta cependant bientôt aux exigences de la

guerre froide qui, très vite, domina la situation politique de l'après-guerre. Comment montrer une « sévérité excessive » envers des tueurs fascistes qui, eux aussi, avaient cherché avant tout à « barrer la route au communisme » ? Ainsi, c'est avant tout par solidarité anticomuniste que la plus haute hiérarchie de l'Eglise catholique française, qui quelques années plus tôt avait béni la « révolution nationale » réactionnaire et antisémite de Vichy, accorda sa bienveillante « protection » au fasciste, voleur et assassin Touvier.

Le mensonge de Decourtray

L'Eglise catholique, apostolique et romaine, ne peut aujourd'hui être que soulagée de ne pas voir ces épisodes peu reluisants de son histoire étalés à longueur d'un procès Touvier. Surtout après la publication, début janvier, du rapport *Touvier et l'Eglise* qui, en dépit des intentions de ses commanditaires et auteurs, est accablant pour l'Eglise catholique. Un tel procès risquerait de mettre à mal le nouveau mensonge officiel de l'Eglise sur l'affaire Touvier, qui affirme aujourd'hui par la voix de Mgr Decourtray que « jamais une décision quelconque n'avait été prise dans son intérêt par l'institution Eglise mais que cette multiplicité d'interventions était la résultante d'une convergence de comportements individuels » (*le Monde*, 7 janvier). Decourtray et ses comparses ont au moins réussi à convaincre les lamentables « communistes » du PCF, qui écrivent aujourd'hui que le comportement du « primat des Gaules » « aurait pu – et dû – faire à cet égard jurisprudence » (*l'Humanité*, 14 avril) !

De l'Holocauste aux guerres coloniales, la même barbarie impérialiste

Si seulement une poignée de miliciens et autres fascistes endurcis bénéficièrent comme « M. Paul » de la charitable sollicitude anticomuniste de l'évêque, d'autres, beaucoup plus nombreux, furent « recyclés » dans ce qui allait rapidement devenir un des points chauds de la guerre froide : la guerre d'Indochine. Le cas du guesapiste Malaguti n'était aucunement exceptionnel, l'engagement pour « l'Indo » ayant été proposé assez systématiquement aux nervis fascistes de la Milice, de la « Légion des volontaires français contre le bolchévisme » et autre lie de l'humanité. Quant au haut fonctionnaire « spécialiste » en rafles policières qu'était Papon, il put bientôt partir exercer ses talents policiers au Maroc puis en Algérie, avant de se retrouver en 1960 préfet de police de Paris chargé de la lutte contre le FLN, poste où il organisa et perpétra l'abominable massacre de centaines de manifestants algériens désarmés le 17 octobre 1961.

La sinistre et révoltante histoire des Barbies, des Touvier, Bousquet et autres Papon est là pour nous rappeler que la bourgeoisie, en France comme en Allemagne et dans les autres pays impérialistes, n'a jamais reculé devant aucune abomination pour maintenir sa domination de classe et ses profits menacés, et qu'il continuera à en être ainsi tant que le prolétariat victorieux ne réussira pas à la mettre définitivement hors d'état de nuire. Aujourd'hui comme il y a un demi-siècle, l'alternative qui se présente à l'humanité est toujours : socialisme ou barbarie. Et dans une Europe et dans un monde où l'effondrement du stalinisme et les progrès de la contre-révolution capitaliste en URSS même attisent à nouveau les haines nationalistes et les rivalités interimpérialistes qui ont déjà plongé par deux fois la planète dans l'horreur d'une guerre mondiale impérialiste, un monde où il y a quelques mois à peine les « démocraties » impérialistes ont massacré de sang-froid des centaines de milliers de civils irakiens pour s'assurer le contrôle de quelques puits de pétrole, la barbarie est déjà là qui nous regarde de ses yeux morts. ■

Les victimes de Touvier assassinées une seconde fois

Les juges réhabilitent Vichy au nom de l'anticommunisme

« Mon grand-père et ma mère ont été assassinés une seconde fois. » Ce mardi 14 avril, devant les grilles de l'ancien siège de la Gestapo de Lyon, Claude Bloch et une poignée de victimes et de parents de victimes de Paul Touvier sont venus dire leur indignation devant l'ordonnance de non-lieu grâce à laquelle ce tortionnaire fasciste, chef régional des « renseignements » de la Milice et auxiliaire du « boucher de Lyon » Klaus Barbie, s'est vu assurer, une fois encore, une révoltante impunité. Claude Bloch avait 15 ans, le 29 juin 1944, quand Touvier et un autre milicien avaient arrêté, sous ses yeux, son grand-père, Lucien Meyer, torturé à mort au siège de la Gestapo, et sa mère, Eliette Meyer, déportée et disparue au camp d'extermination d'Auschwitz.

Claude Bloch a raison. Lucien et Eliette Meyer, et aussi les sept otages juifs de Rillieux-la-Pape désignés pour être fusillés ce même 29 juin 1944 par Touvier, et tous les autres Juifs, communistes, résistants et maquisards arrêtés, torturés, déportés ou exécutés sur ordre de « M. Paul » viennent d'être assassinés une seconde fois – par les criminels en robe rouge à hermine de la chambre d'accusation de la cour d'assises de Paris, dignes héritiers des tristement célèbres « sections spéciales » de Pétain, et qui, ce 13 avril, ont voulu tout à la fois « absoudre » Touvier et « réhabiliter » la Milice et Vichy.

On a tout autant envie de vomir devant cette obscène décision de « justice » et la jubilation des amis fascistes de Touvier (au premier rang desquels l'avocat de Barbie, l'ignoble Jacques Vergès) que devant l'hypocrisie « indignation » de la social-démocratie au pouvoir et de la droite parlementaire. Car Touvier, condamné à mort « en fuite » depuis 1947 (mais qui en réalité vivait sous la protection des plus hauts dignitaires de l'Eglise catholique, au vu et au su de la police et de la

1943 - La Milice, les SS de Pétain, en guerre contre les résistants, les communistes et les Juifs



« justice », avait déjà été « gracié » par le président gaulliste Pompidou en 1971.

En octobre 1990, c'est Mitterrand lui-même, par la voix de son sous-ministre Kiejman, qui avait fait savoir qu'il entendait empêcher les procès pour « crimes contre l'humanité » de Touvier, Jean Bousquet et Maurice Papon, ceci afin de ne pas compromettre la « paix civile ». Pour Mitterrand, pleinement soutenu en cela par le gros de la droite, il s'agissait d'éviter de remuer la boue sanglante de Vichy pour, comme nous l'écrivions alors, « imposer le mensonge d'une "histoire" officielle où l'Holocauste ne doit avoir que le visage du bourreau nazi allemand Barbie, et pas celui du milicien fasciste Touvier et des hauts fonctionnaires Papon et Bousquet » (« Continuité de l'Etat français - Pourquoi Mitterrand ne veut pas juger Bousquet », *le Bolchévik* n° 106, novembre 1990).

Un an et demi plus tard, une des plus

hautes instances de la « justice » française a entrepris non seulement d'éviter un procès à Touvier, mais aussi de « réhabiliter » politiquement le régime de Vichy, au nom de l'anticommunisme. Dans leur arrêt, ces juges expliquent en effet qu'« on ne peut dire que règne à Vichy une idéologie précise », et surtout pas une idéologie antisémite, et prétendent qu'« on n'arrivera jamais, sous la France de Vichy, à la proclamation officielle que le Juif est l'ennemi d'Etat, comme ce fut le cas en Allemagne ». Plus loin, ils affirment qu'un homme de Vichy ne saurait être poursuivi pour « crimes contre l'humanité », puisque cela supposerait que le régime pétainiste ait eu « une politique d'hégémonie idéologique » : « Le nazisme, comme le communisme d'ailleurs, a une idéologie. La volonté de résister au "bolchévisme", leitmotiv de maints discours vichyssois, ne révèle en soi aucune idéolo-

gie de ce type » (*le Monde*, 15 avril). Ce qui est clairement affirmé ici, c'est donc que le « crime contre l'humanité » ne peut servir que contre des Allemands ou comme instrument de chasse aux sorcières anticommuniste ! Et déjà, l'ex-nervi fasciste Madelin réclame qu'on traîne devant les tribunaux Boudarel pour juger « les crimes commis au nom de l'idéologie communiste » (*Ibid.*) Déjà, en 1991, alors que les fascistes et autres réactionnaires lançaient leurs attaques contre Georges Boudarel, nous avons mené une campagne en défense de Boudarel.

Jeune militant communiste, Boudarel avait héroïquement choisi le camp des opprimés en lutte pour leur libération nationale et sociale contre le colonialisme français et les tueurs de sa soldatesque coloniale, parmi lesquels se trouvaient nombre de criminels fascistes. Il y a

Suite page 15

Mitterrand a lâché ses flics sur les étudiants



Le Bolchévik

Paris, 10 avril - Les pancartes de la Ligue trotskyste au rassemblement devant le Palais de Justice

Le 10 avril, une soixantaine de personnes se rassemblent devant le Palais de Justice de Paris pour exiger la levée immédiate des inculpations pesant sur les manifestants arrêtés à la suite des manifestations étudiantes des 19 mars et 7 avril. Ce rassemblement est appelé par la Ligue trotskyste. Un appel repris par l'AG des étudiants de Paris V-Malakoff.

Le 19 mars, 100 000 étudiants défilaient contre le projet Jospin à Paris et dans plusieurs villes de province. Une fois encore, la jeunesse manifestait son angoisse face à un avenir incertain, dans une société en pleine régression sociale où racistes et fascistes tiennent le haut du pavé, où s'amoncellent les nuages d'une troisième guerre mondiale.

Cherchant à adapter l'éducation aux besoins nouveaux du patronat, le projet Jospin prévoyait des coupes sombres dans les heures de cours, la suppression de filières soi-disant « non rentables », litté-

raires ou artistiques – tout en créant un nouveau DEUG, de théologie ! – et renforçait la concurrence entre facs. Lang vient de « suspendre » ledit projet pour, comme dit le nouveau ministre, « épurer l'atmosphère » et... faire passer l'essentiel de ses dispositions par la bande !

Encore plus de sélection, de discriminations sociales et racistes, voilà ce que propose ce régime de collaboration de classes qui, depuis 1981, gère fidèlement les intérêts de la bourgeoisie. Il faut abolir toutes les formes du système de sélection – le bac, les systèmes de cycles dans les facs, l'exclusion du système scolaire par l'échec – qui aident à perpétuer l'oppression de la classe ouvrière, des jeunes, des minorités et des femmes. Tous les jeunes doivent avoir le droit de suivre les filières qu'ils souhaitent. Pour la complète ouverture de l'enseignement supérieur avec une bourse adéquate pour tous !

Suite page 13